

DAWN *Informe*

**TRANSFORMATIONS
POLITIQUES EN TEMPS
DE COVID-19**



DAWN Informe est la publication périodique de DAWN qui présente les dernières analyses, critiques et commentaires de l'organisation.

DAWN fournit un cadre analytique qui a changé les termes du débat sur les questions relatives aux femmes dans le monde entier. Ses analyses continues des crises systémiques et imbriquées de la dette, de la détérioration des services sociaux, de la dégradation de l'environnement, de l'insécurité alimentaire, des fondamentalismes religieux, des militarismes et des conservatismes politiques sont issues des expériences des femmes pauvres qui vivent dans les pays du Sud économique.

DAWN Informe est un espace de libre circulation de ces idées et a été publié depuis les années 1980.



DAWN est un réseau de chercheuses et de militantes féministes du Sud économique, engagées dans la recherche féministe, l'analyse de l'environnement mondial, le travail pour la justice économique et de genre, et le développement durable.

INDEX



5 Introduction

Masaya Llaveneras Blanco et
María Graciela Cuervo



11 Pandémie, patriarcat et précarité en Inde: Droits relatifs au travail, aux moyens de subsistance et à la mobilité dans le contexte de la pandémie de COVID-19

Ritu Dewan



16 La protection sociale par le biais de la politique budgétaire pendant la pandémie de COVID-19: Le cas de l'Afrique du Sud

Busi Sibeko



20 Le coût socio-économique de l'austérité liée à la COVID-19: Le cas du programme d'alimentation scolaire au Ghana

Gertrude Dzifa Torvikey et Sylvia Ohene Marfo



24 Trinité-et-Tobago: Politiques de protection sociale et de soins en temps de COVID-19

Karen A. Roopnarine et Crystal Brizan



29 COVID-19, Politique du travail et droits des travailleurs domestiques en Jamaïque

Ayesha Constable





34 Programmes de transferts conditionnels en espèces pendant la crise de la COVID-19 dans l'État plurinational de Bolivie

Silvia Fernández Cervantes



38 L'impact de la COVID-19 sur les travailleurs domestiques et les réponses politiques en Chine

Zhihong Sa



42 Organiser les travailleurs domestiques migrants: Perspectives et défis en période de crise de la COVID-19 en Malaisie

Liva Sreedharan



47 Soins collectifs pour faire face à la pandémie et à la criminalisation de la migration au Chili

Nanette Liberona, Carolina Stefoni et Sius Salinas



52 Les programmes de mobilité des travailleurs du Pacifique dans le contexte de la COVID-19: Le cas de Kiribati

Roi Burnett



57 Les politiques sociales en temps de COVID-19 à la Barbade: Analyse du programme "Adoptez nos familles" et de l'augmentation du salaire minimum

Dr Daniele Bobb et Leigh-Ann Worrell



61 La voie vers le système national de soins en Argentine

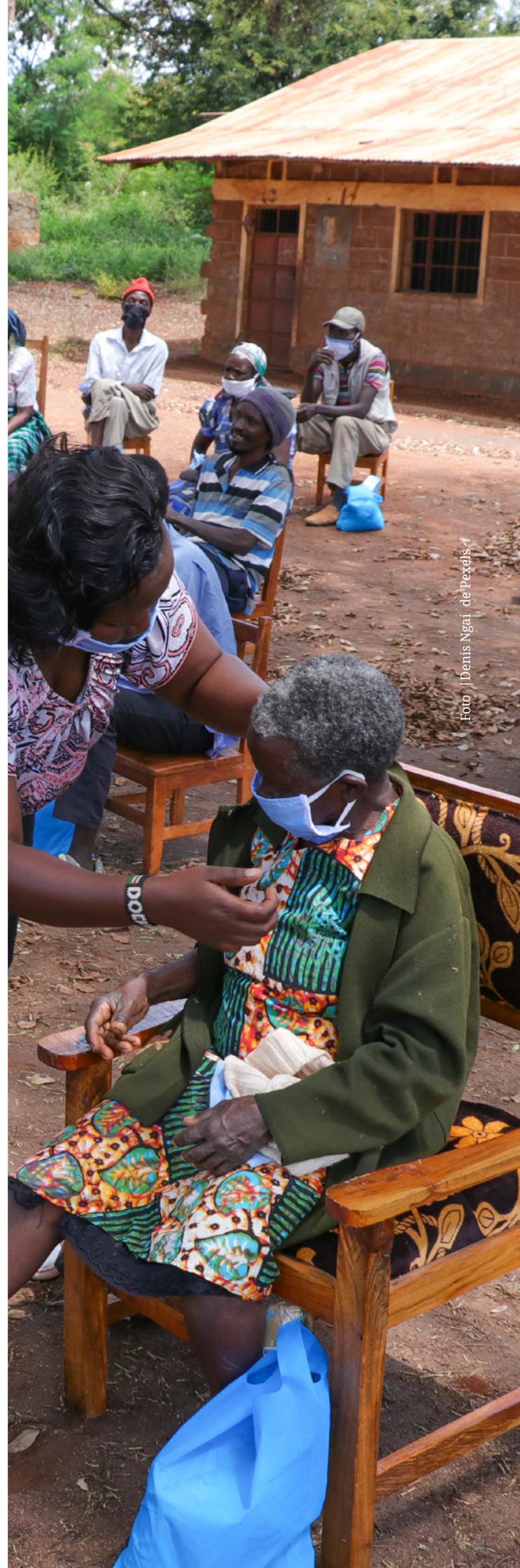
Cecilia Fraga et Corina Rodríguez Enríquez





INTRODUCTION
**TRANSFORMATIONS
POLITIQUES EN TEMPS
DE COVID-19**

*Masaya Llaneras Blanco
et María Graciela Cuervo
(avec les précieuses contributions de
Yálani Zamora Aguirre et Damien Gock)*



DAU cours des premiers mois de la pandémie, DAWN a ressenti le besoin de donner un sens aux changements politiques radicaux qui se produisaient sous nos yeux. Cela a conduit à l'élaboration d'un projet de recherche sur les transformations politiques en temps de COVID-19. Non seulement nous assistions à la pire crise sanitaire depuis des générations, mais nous étions également témoins de transformations économiques, politiques et sociales drastiques. Les militants partageaient le sentiment que ces transformations se produisaient alors que la majorité du monde était trop occupée à essayer de survivre pour y prêter attention. C'est pourquoi nous avons élaboré un cadre analytique et collaboré avec des militantes et des chercheuses féministes du Sud afin de produire des analyses pertinentes et opportunes des changements qui voient le jour dans quatre domaines politiques majeurs : la macroéconomie, les soins et la protection sociale, les droits du travail, la migration et les mobilités humaines.

Le produit de cette collaboration est un riche recueil de douze études de cas provenant d'Asie-Pacifique, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes. Les études de cas ont analysé les transformations politiques en cours à l'aide de quatre hypothèses de travail:

- 1) Business as usual, ou le maintien du statu quo:** les politiques mises en œuvre dans le contexte de la pandémie étaient une continuation des schémas déjà existants, souvent le produit de limitations macroéconomiques strictes;
- 2) Renforcement de l'emprise des entreprises:** les réponses politiques ont intensifié la privatisation de la fourniture de services et la réduit l'offre de services publics;
- 3) Accroissement du contrôle biopolitique:** étant donné la transmissibilité rapide de la COVID-19, les gouvernements ont réduit la liberté de circulation et ont accru le contrôle sur les rassemblements sociaux et le cadre de vie; et notre hypothèse la plus prometteuse,
- 4) Évolution vers des politiques progressistes et féministes:** étant donné les dimensions de la crise, les gouvernements se sont lancés dans des changements politiques audacieux visant l'égalité des sexes, une politique démocratique, la distribution égalitaire des ressources et l'accès aux services.

Business as usual, mais en pire

La réduction du secteur public et l'affaiblissement du rôle de l'État en tant que garant des droits, parallèlement à l'expansion du secteur privé, constituent une préoccupation majeure. Dans le cas de l'Inde, toutes les lois du travail existantes (trente-cinq au total) ont été remplacées sans aucun contrôle démocratique significatif. Ce changement radical de législation a entraîné des régressions spectaculaires des droits des travailleurs, comme l'extension de la journée de travail de huit à douze heures et l'extension de l'interdiction existante des grèves et autres formes de protestation démocratique. Non seulement l'État s'est radicalement dessaisi de sa responsabilité de garantir les droits des travailleurs en faveur du secteur privé mais il a en même temps réduit les dépenses sociales.

Les effets des approches qui s'inscrivent dans la continuité des trajectoires antérieures risquent de ternir des politiques qui pourraient autrement être considérées comme transformatrices. Dans le cas de l'Afrique du Sud, la création de nouvelles politiques de transferts monétaires et l'expansion des politiques existantes sont perçues comme des premières étapes potentielles vers une politique de revenu de base universel. Cependant, il existe deux obstacles majeurs à la mise en œuvre de cette politique : 1) les montants versés sont trop faibles pour avoir un effet significatif sur la population, et 2) ces allocations ont été financées par la réaffectation de fonds initialement destinés à d'autres politiques, avec le risque de supprimer le financement de prestations publiques déjà affaiblies pour en financer de nouvelles. Ces limitations reflètent l'emprise des politiques d'austérité dans des secteurs influents du gouvernement sud-africain.

La politique d'austérité a également joué un rôle important dans le cas du Ghana, qui a mis l'accent sur la suspension temporaire d'un programme d'alimentation scolaire pendant la période de fermeture des écoles pour cause de pandémie. Au lieu de trouver d'autres moyens de fournir des repas aux enfants bénéficiaires, les fonds affectés au programme ont été réaffectés à d'autres groupes d'âge. Aucune solution alternative n'a été envisagée pour sauvegarder la sécurité alimentaire des enfants d'âge scolaire, augmentant ainsi la pression économique et la charge de travail des ménages, en particulier le travail des femmes et des filles.

Les cas de la Jamaïque et de Trinité-et-Tobago illustrent les effets de la mise en œuvre d'une approche basée sur le statu quo (business as usual) dans un contexte de crise structurelle. Comme dans la plupart des cas, les transferts en espèces ont été l'une des principales réponses politiques aux effets socio-économiques de la pandémie. Même si l'expansion des transferts d'argent liquide est relativement efficace pour faire face aux conséquences immédiates de la baisse des revenus des ménages, elle est insuffisante pour s'attaquer aux inégalités structurelles exacerbées par la pandémie. Dans les deux cas (et dans le monde

entier), l'exploitation du travail des femmes a été intensifiée par la fermeture des écoles, ainsi que par l'exclusion des travailleurs informels des politiques de transferts monétaires. Ces exclusions sexospécifiques s'inscrivent dans des dynamiques de classe et de racisme, dans lesquelles les femmes pauvres et travaillant comme domestiques sont marginalisées d'une manière qui reproduit les modèles coloniaux d'exploitation des femmes noires.

Les héritages coloniaux racistes dépendants de la trajectoire ont également eu un rôle à jouer dans le cas de la Bolivie. Le pays traversait une crise politique importante au début de la pandémie, qui s'est finalement atténuée après les élections présidentielles de la fin 2020. Dans ce contexte convulsé, la Bolivie a mis en œuvre un ensemble de quatre transferts monétaires universels. Même si l'accès universel aux services et aux droits est une valeur que nous défendons, le cas bolivien a mis en lumière le fait que Bono contra el hambre, le plus importants des transferts en espèces mis en place, était biaisé en faveur des populations urbaines et non autochtones. Cela signifie qu'en pratique, une partie importante des communautés rurales et autochtones a été exclue de cette politique. On s'attend à ce que les femmes autochtones soient particulièrement touchées.

Les contrôles de la mobilité ont eu des effets sexospécifiques et anti-migrants

Les effets biopolitiques de la pandémie sont illustrés par les différences raciales entre ceux qui ont accès aux soins et aux mesures de soutien et ceux qui n'y ont pas accès. Ils se manifestent également par un contrôle biopolitique accru des mobilités et des conditions de vie de différents groupes. La fermeture des frontières et les confinements ont causé des perturbations importantes pour tout le monde, mais ont été particulièrement néfastes aux migrants internationaux et internes, aux travailleurs informels et surtout aux travailleurs domestiques. Les cas de la Chine, de la Jamaïque et de la Malaisie décrivent comment les travailleurs domestiques ont été confrontés à la perte de leur emploi ou au choix impossible de ne pas retourner chez eux afin de conserver leur emploi.

Un fort sentiment anti-migrants a été exacerbé par la pandémie, associant les migrants à la propagation de la COVID-19. Dans certains cas, comme celui de la Malaisie, ce sentiment a été intensifié par les politiques publiques. Dans ce pays, une ordonnance d'urgence a renforcé les pouvoirs de l'armée et entraîné des arrestations et des expulsions massives de migrants en situation irrégulière. Dans ce contexte, les travailleurs domestiques migrants se sont retrouvés dépendants de la bonne volonté de leurs employeurs, soumis à une exploitation accrue et souvent privés d'accès à la nourriture et à d'autres produits de base. La fermeture des frontières a été déterminante dans les cas du Chili et de Kiribati. Dans le cas du Chili, la pandémie a été précédée d'une intense période de mobilisation sociale.

La pandémie a donc fourni le contexte idéal pour procéder à la réduction des libertés civiles, ainsi que pour renforcer la criminalisation de la migration et la militarisation de la frontière. Ces changements ont affecté les migrants en situation irrégulière, en particulier ceux d'Haïti et du Venezuela, qui se sont retrouvés bloqués aux postes frontières, exclus des systèmes de protection sociale ou craignant d'être expulsés.

Les travailleurs saisonniers kiribatiens ont connu une autre forme d'immobilité forcée en Australie et en Nouvelle-Zélande. Ils se sont retrouvés bloqués en Australie et en Nouvelle-Zélande lors de la première période de la pandémie, pendant laquelle ils ont vu leurs salaires et leurs heures de travail diminuer et ont été pour la plupart exclus des systèmes de protection sociale. Dans l'impossibilité de rentrer chez elles, la minorité des travailleuses saisonnières a rencontré des difficultés spécifiques à leur sexe, comme le fait d'être enceintes et de devoir accoucher dans le pays d'accueil. Leur situation met en lumière l'héritage colonial et la dépendance à l'égard des systèmes traditionnels de migration temporaire du Pacifique, qui offrent une protection du travail limitée et ne prévoient pas, ou insuffisamment, les droits reproductifs des travailleuses.

Des lueurs d'espoir

Malgré les enjeux historiques documentés par toutes ces études de cas, des lueurs d'espoir émergent de l'organisation communautaire et de la lutte quotidienne. Par exemple, le cas chilien est un exemple d'organisation entre mouvements et de solidarité entre migrants. Les syndicats de travailleurs domestiques migrants en Malaisie ont pu augmenter le nombre de leurs adhérents et faire pression pour des changements de politique dans un contexte de pratiques autoritaires croissantes.

Le cas de la Barbade témoigne de la possibilité pour les petites nations insulaires d'innover malgré les limitations structurelles. Tout en mettant en œuvre un programme d'ajustement structurel du FMI, la Barbade a expérimenté différentes réponses politiques pour s'affranchir de l'austérité budgétaire, notamment en augmentant le salaire minimum et en mettant en place une initiative de transfert monétaire temporaire pour les familles dans le besoin. Même si l'on s'interroge sur le potentiel de transformation de ces politiques, il existe un sentiment d'espoir et de créativité en dépit des contraintes structurelles.

Le cas de l'Argentine met en lumière le développement d'un système national de soins innovant qui intègre activement les organisations communautaires en tant qu'acteurs pertinents dans l'organisation sociale des soins. Bien que ce système de soins émergent ait été envisagé bien avant la pandémie, la crise de la COVID-19 a propulsé l'importance des soins dans les principaux débats politiques du pays. L'une des principales innovations de cette transformation politique est l'inclusion d'une perspective territoriale, dans laquelle

L'élaboration des politiques de soins est discutée et façonnée au niveau communautaire par les membres de la communauté.

Ce numéro de DAWN Informs sur le projet Policy Transformations espère contribuer aux discussions collectives mondiales sur la direction que prennent nos sociétés en cette période de changements rapides et de grande incertitude. Les articles qu'il contient brossent le portrait complexe d'un système mondial dans lequel les espaces politiques sont affaiblis et mis à rude épreuve par des politiques d'austérité et des pratiques autoritaires croissantes. Parallèlement à ces éléments inquiétants, ils font état de mobilisations sociales énergiques et solidaires qui poussent au changement en faveur de politiques qui prennent en compte les besoins et les aspirations des femmes et des filles, des migrants, des travailleurs, des communautés racialisées, appauvries et rurales. Des mobilisations qui cherchent véritablement des moyens alternatifs de faire du développement dans la conjoncture actuelle. 🌟



Masaya Llavaneras Blanco

Masaya Llavaneras Blanco (Venezuela) est une économiste politique féministe, titulaire d'une maîtrise en études féminines de l'université centrale du Venezuela et d'un doctorat en économie politique. D. en gouvernance mondiale de l'Université des affaires internationales-Balsillie de l'Université Wilfrid Laurier au Canada. Masaya est associée de recherche au Centre de recherche sur les migrations internationales (IMRC) en Ontario et a également été associée de recherche au Centre de recherche sur les migrations internationales (IMRC) en Ontario. en Ontario et a également été associée à l'Observatoire des Migrants dans les Caraïbes (OBMICA). Récemment, ses travaux de recherche et de plaidoyer se sont concentrés sur les questions de soins, de mobilité humaine et de droits des personnes en déplacement dans les pays du Sud. Elle travaille avec DAWN à différents titres depuis 2010 et a rejoint le comité exécutif de DAWN en 2020.



María Graciela Cuervo

María Graciela Cuervo est la co-coordinatrice générale du réseau DAWN et membre de son comité exécutif. En 2011, elle a participé à l'Institut de formation DAWN pour les jeunes féministes et s'est depuis engagée avec l'organisation dans le plaidoyer, la mobilisation sociale et le réseautage des anciennes élèves. Juriste de formation, elle a concentré son travail sur les droits de l'homme, les droits des femmes, les droits du travail et le droit à l'éducation. Avant de rejoindre le réseau DAWN, Maria Graciela était chargée de programme au Conseil international d'éducation des adultes, un réseau mondial qui défend l'apprentissage des jeunes et des adultes. Elle a travaillé comme chercheuse et coordinatrice de projet au CIPAF, l'une des plus anciennes organisations féministes de la République dominicaine, et a occupé le poste de directrice des relations internationales au ministère dominicain du travail.



**PANDÉMIE,
PATRIARCAT ET
PRÉCARITÉ EN INDE:
Droits relatifs au
travail, aux moyens
de subsistance
et à la mobilité
dans le contexte
de la pandémie de
COVID-19**

*Ritu Dewan
(Avec l'aide précieuse d'Aruna
Kanchi pour la recherche)*

L'analyse de l'impact de la pandémie et d'une réponse étatique dépourvue de compassion se situe dans quatre grandes sphères à la fois indépendantes et interconnectées - politique du travail et droits des travailleurs, mobilité et migration, protection sociale et droits sociétaux, et bien sûr structures et fondamentaux macroéconomiques. La pandémie a frappé à un moment où le processus de dé-développement et de déségalisation entre les sexes en Inde avait pris de l'ampleur au cours des dernières années (Dewan 2020; Dewan et Sehgal, 2018).

La première réponse "politique" a été l'imposition, le 25 mars 2020. D'un confinement total et cruel de trois semaines à l'échelle nationale, avec un préavis de quatre heures seulement. Des millions de personnes ont été laissées pour compte, les migrants internes étant contraints de parcourir des milliers de kilomètres à pied. Aucune aide de l'État n'a été apportée - ni nourriture, ni abri, ni transport.

L'étude de cas de l'Inde dans le cadre du projet *Policy Transformations* analyse la morphologie de la main-d'œuvre et de la mobilité, en mettant l'accent sur l'absence d'une réponse politique sensible. Les conséquences incluent une baisse de l'emploi (Actionaid, 2020; IWWAGE, 2020); diminution de l'intensité du travail et baisse des salaires, les femmes migrantes et célibataires ainsi que les personnes transgenres étant plus sévèrement touchées (Agnihotri et Hans, 2021; AIDWA, 2020; Mohan, et al., 2021; ISST, 2021; SWAN, 2020); effondrement des revenus, augmentation de la pauvreté, insécurité alimentaire, érosion de l'épargne et endettement (CII et APU, 2021; Deshpande, 2020). L'Inde représente désormais 57,3% de l'augmentation mondiale de la pauvreté induite par la pandémie et 59,3% pour la catégorie des revenus intermédiaires. L'émergence de ce que j'appelle les inégalités "collatérales" a approfondi et continuera d'approfondir les clivages patriarcaux. Il s'agit notamment de la violence domestique (Kapoor, 2021), de l'abaissement de l'âge du mariage (Bahl, et al., 2021) et des veuves et orphelins COVID.

L'étude de cas contextualise également la réponse politique genrée d'un État macro-patriarcal. J'utilise le prisme de Feminist Finance (Dewan, 2019) pour démêler les fondamentaux macroéconomiques, y compris les mesures d'aide, la collecte de revenus, les dépenses, les allocations et les subventions qui affectent à la fois le travail rémunéré et non rémunéré. L'Inde enregistre déjà l'une des plus fortes pauvretés temporelles (Dewan, 2017), le poids du travail non rémunéré augmentant désormais encore plus fortement

(IMPRI, 2020). Les allocations budgétaires pour l'exercice 2020-2021 ont été sous-utilisées, la baisse des subventions alimentaires comptant pour un tiers. Le budget actuel a réduit les allocations destinées aux secteurs qui concernent les pauvres et les femmes: agriculture et activités connexes, micro et petites entreprises, emploi rural, nutrition et éducation. Les différents programmes d'aide du gouvernement ont mis l'accent sur l'offre et sur l'assouplissement du crédit plutôt que sur la création de la demande.

L'abdication et le démantèlement des droits et du bien-être se sont faits sous le couvert de la COVID-19, y compris la codification de toutes les lois du travail (Dewan, 2020). Nous avons également assisté à une réduction de l'accès aux ressources de propriété commune, réduisant ainsi les droits tribaux et forestiers. La promulgation des lois agricoles (Farm Acts) a rencontré l'opposition ce que l'on estime être la plus longue manifestation de l'histoire mondiale (PARI, 2021).

Les impacts d'une politique de lutte contre la pandémie à la fois insensible aux besoins des populations et aveugle aux questions de genre se font sentir se font à long terme, avec des conséquences sur plusieurs générations: moindre potentiel de croissance de l'emploi et de l'employabilité; précarité accrue du travail et des mouvements migratoires; renforcement des clivages patriarcaux; élargissement des écarts entre les sexes; augmentation de la pauvreté et aggravation des inégalités économiques et extra-économiques. Ces conséquences doivent être considérées dans le contexte de trois processus essentiels qui sont récemment montés en puissance: la centralisation du pouvoir politique, la concentration du capital et l'appropriation des biens publics de la nation.



Les impacts d'une politique de lutte contre la pandémie à la fois insensible aux besoins des populations et aveugle aux questions de genre se font sentir se font à long terme.

Tous ces processus se déroulent dans un contexte de rétrécissement massif de l'espace démocratique de dissidence. Aujourd'hui, le classement mondial de l'Inde pour d'innombrables indicateurs liés à l'ensemble des ODD est le plus bas de toute son histoire.

Plusieurs pratiques féministes progressistes naissantes proposent des expériences d'apprentissage pour une politique, un plaidoyer et une action transformateurs. Certains États ont pris des mesures sexospécifiques, le Kerala se distinguant

pour sa pratique exemplaire. De même, un nombre considérable de groupes, syndicats, organisations et institutions se sont unis pour apporter leur soutien et aussi pour créer une base de données sur les impacts socio-économiques de la pandémie sur les migrants, l'emploi, les salaires, la nutrition, l'éducation, entre autres. Bien que ces efforts ne puissent pas combler le vaste vide laissé par un État indifférent, ils ont conduit à une plus grande prise de conscience des droits démocratiques, constitutionnels et humains, malgré la réduction considérable de la liberté démocratique et des droits de dissidence et de protestation. 🌟

Références

Actionaid. (2020). Workers in the Time of COVID-19: Round 1 of the National Study on Informal Sector. New Delhi: Actionaid Association (India) .

Agnihotri, I., et Hans, A. (2021). The "New Normal": Making Sense of Women Migrants' Encounter with COVID -19 in India. Dans A. Hans, K. Kannabiran, M. Mohanty, & Pushpendra (Eds.), Migration, Workers and Fundamental Freedoms: Pandemic Vulnerabilities and States of Exception in India (p. 53 -69). New York: Routledge.

AIDWA. (2020). Impact of COVID-19 on Domestic Workers in India. New Delhi: All India Democratic Women's Association.

APU. (2021). State of Working India. Bengaluru: Azim Premji University.

Bahl, D., Bassi, S., et Arora, M. (2021). The Impact of COVID-19 on Children and Adolescents : Early Evidence in India. Dans ORF Issue Brief No. 448. Observer Research Foundation (ORF).

CII et APU. (2021). Reviving Employment and Livelihoods in India: Covid-19 and After. New Delhi: Confederation of Indian Industry & Azim Premji University.

Deshpande, A. (2020). The COVID-19 Pandemic and Gendered Division of Paid and Unpaid Work: Evidence from India . Dans Discussion Paper no. 13815, IZA Institute of Labour Economics . Bonn : Ashoka University & IZA.

Dewan, R. (2020). Gender De-equalisation via Labour Codes. Dans Tamil Nadu National Law University Law Review, Vol. 3 (1) 1-8.

Dewan, R. (2019). Gender Equalisation through Feminist Finance. Dans *Economic & Political Weekly*, 54 (17) 17-21.

Dewan, R. et Sehgal, R. (2018). *Demonetisation: from Desperation to Destitution*. Mumbai : Himalaya Publishing House.

Dewan, R., et al (2017). *Invisible Work, Invisible Workers: The Sub-Economics of Unpaid Work and Paid Work*. UNWomen.

IMPRI. (2020). Release of Study Findings Rural Telephonic Time Use Survey Study in Bihar- Life in the Era of COVID-19: Impact on Village Makers of Bihar and Future Prospects. New Delhi : Impact and Policy Research Institute.

ISST. (2020). Impact of COVID-19 and National Lockdown on the Lives of Women Construction Workers in Delhi. New Delhi : ISST.

Kapoor, A. (2021). An Ongoing Pandemic : Domestic Violence during COVID-19. *Economic & Political Weekly*, Vol. 56 (17), 73-79.

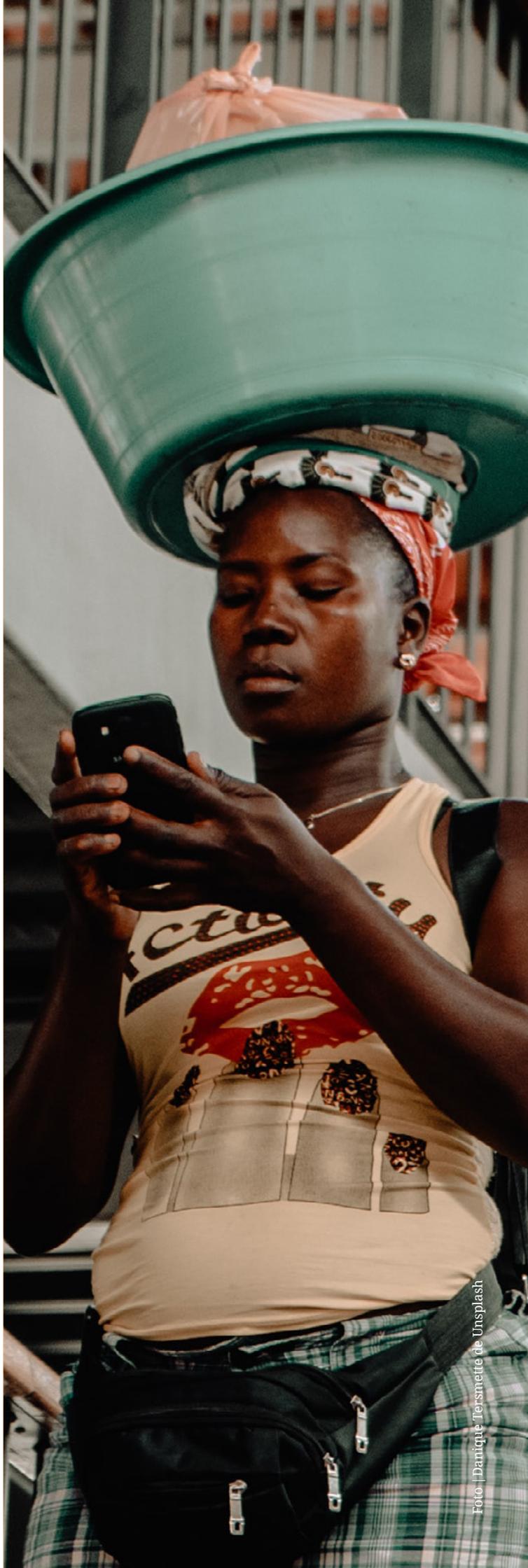
PARI. (2021). Peoples Archive of Rural India. [\[online\]](#) (consulté le 10 septembre 2021)

SWAN. (2020). To Leave or Not to Leave? Lockdown, Migrant Workers, and Their Journeys Home. Stranded Workers' Action Network (SWAN).



Ritu Dewan

Ritu Dewan est vice-présidente de l'Indian Society of Labour Economics, professeure invitée à l'Institute of Human Development, administratrice de The India Forum et présidente de la Indian Association for Women's Studies (2014-17). Elle a été, jusqu'à sa retraite, la toute première femme directrice du département d'économie de l'université de Mumbai, et membre fondatrice du premier Centre for Gender Economics en Asie. Elle est l'auteure de plus de 150 publications, dont 40 livres et monographies, portant sur un large éventail de sujets, notamment l'économie du développement, les études de genre et l'économie de genre, le développement rural et urbain, les infrastructures, les marchés de travail, les déplacements environnementaux, les études sur la paix inter allia. Elle a été membre du groupe des économistes féministes pour l'élaboration des 12e et 11e plans quinquennaux ainsi que du sous-groupe sur le "genre et les macro-politiques", nommée par la Commission de planification du gouvernement indien. Elle est également consultante pour le PNUD, ONU Femmes, l'OIT, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le World Wildlife Fund et Action Aid. Parmi les autres postes honorifiques qu'elle occupe, citons celui de membre de l'exécutif national Pakistan India People's Forum for Peace and Democracy, conseillère honoraire de la Kashmir Foundation for Peace and Development Studies, et membre du conseil d'administration du Centre for Budget Governance and Accountability. Ritu Dewan est étroitement liée au renforcement des capacités, notamment en ce qui concerne la budgétisation sensible au genre et les questions de genre et a dirigé de nombreux ateliers pour le gouvernement central et les gouvernements d'État, notamment ceux de de Jammuet Kashmir, Maharashtra, Goa, Tamil Nadu et Karnataka. Son axe de recherche - qui associe le monde universitaire, plaidoyer et action - est le résultat de questions liées aux personnes marginalisées, les deux dernières portant sur l'analyse théorique et empirique du travail rémunéré et non-rémunéré et de la démonétisation.

A photograph of a woman in South Africa. She is carrying a large green plastic bucket on her head, which contains a pink plastic bag. She is wearing a white tank top with a graphic design and a black fanny pack. She is looking down at a smartphone in her hands. The background shows a metal railing, suggesting she is on a staircase or in a public area.

**LA PROTECTION
SOCIALE PAR
LE BIAIS DE
LA POLITIQUE
BUDGÉTAIRE
PENDANT LA
PANDÉMIE DE
COVID-19: Le cas de
l'Afrique du Sud**

Busi Sibeko

L Après presque trois décennies de démocratie, l’Afrique du Sud est confrontée à de multiples crises. La crise de la COVID-19 a mis à nu les failles du système actuel de protection sociale. Le gouvernement a renoncé à son engagement constitutionnel de garantir une protection sociale minimale pour tous.

Avant la pandémie, l’Afrique du Sud disposait d’un programme d’assistance sociale bien établi. Malgré cela, le programme ne prévoyait pas de dispositions pour les personnes travaillant dans l’économie non salariée, y compris les aidants, et pour les personnes en âge de travailler qui sont au chômage - ce qui touche particulièrement les femmes et les jeunes noirs et de couleur.

En réponse à la crise de la COVID-19, le gouvernement a initialement annoncé un programme de sécurité sociale de 50 milliards de rands (3,4 milliards de dollars US) - équivalent à 10% du programme total - pour la période de mai à octobre 2020. Ce programme comprenait:

1. Une subvention spéciale COVID-19 Social Relief of Distress (SRD) - R350 (23,80 USD) par mois;
2. Une allocation aux aidants - 300 R (20,40 USD) en mai 2020, puis 500 R (34 USD) par mois par la suite; et
3. Augmentation de toutes les autres subventions - R250 (17 \$US) par mois.

L’allocation COVID-19 SRD était destinée aux chômeurs sans revenu, âgés de 18 à 59 ans. L’allocation d’aidant a été accordée aux personnes bénéficiaires de la subvention pour l’entretien des enfants (Child Support Grant -CSG) pour les enfants dont elles ont la charge. Ces mesures étaient très attendues et ont apporté une composante de progressivité dans la manière dont les gouvernements peuvent fournir une protection sociale par le biais de la politique budgétaire.

L’exclusion initiale des aidants familiaux de la subvention COVID-19 SRD a mis en évidence les préjugés de genre dans la conception de la politique. En l’absence d’une protection sociale adéquate (y compris l’assistance sociale) qui tienne compte du genre, de la race, de la géographie et d’autres intersectionnalités, la crise de la reproduction sociale risque de se poursuivre.

L’accès géographique aux subventions doit être pris plus au sérieux. L’héritage des politiques d’aménagement du territoire de l’apartheid (c’est-à-dire l’acte délibéré de placer les populations marginalisées dans des zones éloignées) nécessite des approches de mise en œuvre ciblées. Par exemple, les études montrent que les habitants des bidonvilles ont un faible taux de perception de subventions, compte tenu de leur niveau de pauvreté.

Les demandeurs d'asile et les détenteurs de permis spéciaux ont également été initialement exclus de la subvention SRD. Comme l'a montré le groupe de la société civile Black Sash (une organisation de défense des droits de l'homme qui milite pour la justice sociale), ce n'est qu'après un procès intenté par le Centre Scalabrini que ce groupe vulnérable a été reconnu comme éligible. Même après l'ordonnance du tribunal, le processus de mise en place d'un système de paiement a été retardé.

L'engagement tenace en faveur de l'austérité budgétaire explique en partie pourquoi les mesures de protection sociale ont été abordées de manière discontinue, obligeant la société civile à plaider et à se battre continuellement pour le maintien et l'élargissement des mesures de protection sociale. La subvention COVID-19 SRD a été initialement mise en œuvre entre mai 2020 et octobre 2020, puis prolongée jusqu'en avril 2021 et réintroduite d'août 2021 à mars 2022. La position extrême d'austérité adoptée dans le budget 2020 (avant la pandémie) aurait dû être abandonnée pour faire face à la crise .

En l'absence d'une protection sociale adéquate qui tienne compte du genre, de la race, de la géographie et d'autres intersectionnalités, la crise de la reproduction sociale risque de se poursuivre

La société civile et le ministère du Développement social ont fait valoir que la subvention COVID-19 SRD pourrait ouvrir la voie vers un revenu de base universel (UBIG), ce qui constituerait un changement de politique important. Les économistes féministes plaident depuis longtemps en faveur de moyens d'existence non marchandisés et non soumis à des conditions, mais les UBIG font encore l'objet d'un grand débat au sein de la communauté d'économistes féministes, en particulier dans le contexte du capitalisme financiarisé.

Le cas de l'Afrique du Sud montre que même si certains secteurs du gouvernement, notamment le ministère du Développement social, proposent de créer des réponses politiques innovantes, il existe des factions puissantes au sein du gouvernement qui sont

attachées à l'orthodoxie ou à l'approche "business as usual". L'engagement du Trésor national en faveur de l'austérité renforce l'hypothèse du cadre analytique de DAWN selon laquelle les gouvernements "peuvent poursuivre les mêmes vieilles politiques malgré la sensation gênante de savoir qu'il faut faire plus" (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021, p.12). 🟡

Références

Institute for Economic Justice. (2021). Economic Relief in the Face of the Third Wave. COVID-19 Response, Policy Brief 4. [\[pdf\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

Institute for Economic Justice. (2021b). Introducing a Universal Basic Income Guarantee for South Africa. [\[online\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

Llavaneras Blanco, M. and Cuervo, M. G. (2021). The pandemic as a portal : policy transformations disputing the new normal. DAWN. [\[online\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

#PayTheGrants. (2020). Coalition statement: president's inadequate grant announcement is deeply anti-women and anti-poor. [\[online\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

Sibeko, B. (2019). The Cost of Austerity: Lessons For South Africa. (No. 2). [\[pdf\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

Sibeko, B. (2021). South Africa needs feminist economics, now. New Frame. [\[online\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).

Spaul, N. Daniels, R. Ardington, C. Branson, N. Breet, E. Bridgman, G. Brophy, T. Burger, R. Burger, R. Casale, D. English, R. Espi, G. Hill, R. Hunt, X. Ingle, K. Kerr, A. Kika, J et al. (2021). Synthesis Report, NIDS-CRAM Wave 5. [\[pdf\]](#) (consulté le 29 novembre 2021).

Statistics South Africa. (2017). Poverty Trends in South Africa: An examination of absolute poverty between 2006 and 2015 (No. 03-10-06). [\[pdf\]](#) (consulté le 9 octobre 2021).



Busi Sibeko

Busi Sibeko est économiste et chercheuse. Elle est titulaire d'une licence en économie de l'université de Duke et d'un master en économie politique du développement de la SOAS, université de Londres. Elle a travaillé à l'*Institute for Economic Justice*, où elle a effectué des recherches sur la politique macroéconomique, notamment la budgétisation participative féministe. Elle a été coprésidente de la Coalition pour la justice budgétaire, qui regroupe plus de 14 organisations de la société civile. Elle a fourni un soutien en matière de recherche à la circonscription syndicale. Elle est l'auteure de *The Cost Austerity: Lessons for South Africa* et est co-auteur de *A fiscal stimulus for South Africa*. En 2020, Busi a participé à la table ronde d'économistes de renom sur le thème *Rebirthing the Global Economy to Deliver Sustainable Development* organisée par le secrétaire général des Nations unies. Elle se considère comme une économiste politique féministe en formation et est déterminée à participer au démantèlement de l'injustice structurelle.

↑

LE COÛT SOCIO-ÉCONOMIQUE DE L'AUSTÉRITÉ LIÉE À LA COVID-19: Le cas du programme d'alimentation scolaire au Ghana

*Gertrude Dzifa Torvikey et
Sylvia Ohene Marfo*



Foto | Cottombro de Pexy's

La pandémie de COVID-19 a intensifié les débats sur la reproduction sociale et le rôle des femmes dans la famille et la société. Ces discours soulignent également la nécessité pour les États de jouer un rôle plus important dans l'équilibre de leurs priorités, y compris la reproduction sociale. La famille est à la fois un centre de revenus et de consommation et les femmes assument les vulnérabilités dont souffrent les familles. Les crises économiques et de reproduction résultant de la pandémie imposent aux femmes une responsabilité supplémentaire, celle de travailler davantage pour avoir un revenu et s'occuper du ménage en même temps (Bahn et al., 2020). La division du travail qui impose aux femmes le travail de soins est ancrée dans l'inégalité structurelle, qui touche les femmes de manière disproportionnée, et les inégalités socio-économiques aggravent ce phénomène. La cellule familiale reflète les inégalités de la société, et les interventions de l'État qui visent directement ou indirectement la famille et les enfants affectent les femmes. Par conséquent, les interventions et les programmes de l'État sont essentiels pour alléger la charge des soins et les retombées économiques sur les femmes, principalement parce qu'ils permettent d'améliorer le revenu et de fournir une aide alimentaire complémentaire

Au Ghana, l'État met en œuvre le programme d'alimentation scolaire, qui est essentiel pour partager la charge des soins avec la famille. Le programme est essentiel pour les enfants des régions pauvres car il leur fournit une alimentation et une nutrition durables,

qu'ils ne reçoivent pas forcément de leur famille (Aurino et al., 2018). Le programme a permis aux filles, aux enfants des familles appartenant au quintile le plus pauvre et des enfants des régions les plus défavorisées du pays de grandir plus sainement (Gelli et al., 2019). Ce contexte permet de comprendre qui sont les plus affectés par l'interruption du programme, suivie d'un désinvestissement.

Notre contribution au projet Policy Transformations (Transformation des politiques) s'est concentrée sur la fermeture des écoles, l'arrêt du programme alimentaire et l'austérité continue dans

La famille est à la fois un centre de revenus et de consommation et les femmes assument les vulnérabilités dont souffrent les familles.

la mise en œuvre du programme dans un contexte de pandémie. Nous avons mené des entretiens approfondis et analysé des sources primaires et secondaires pour éclairer la discussion sur la question de savoir si la pandémie a contribué à transformer progressivement le programme. S'appuyant sur des perspectives féministes d'économie politique, l'étude de cas intègre les concepts de division sexuelle du travail, de politique sociale, d'égalité et d'équité sociale dans un cadre intersectionnel. Nous soutenons que le manque d'imagination des politiques, les obstacles structurels tels que l'endettement, la dépendance vis-à-vis des donateurs et les intérêts politiques ont joué un rôle important dans les réponses politiques à la crise de la pandémie. De même, nous nous penchons sur les stratégies d'adaptation des ménages touchés et sur les inégalités entre les sexes qui découlent de la pandémie, et nous proposons des recommandations.

Principales conclusions

L'interruption du programme d'alimentation scolaire du Ghana (GSFP) pour les bénéficiaires cibles a affecté les ménages qui en dépendaient.

Le transfert du budget d'alimentation scolaire consacré aux enfants et aux femmes à d'autres bénéficiaires a soulevé des questions quant à l'utilisation de ces budgets.

L'arrêt du programme a accru les vulnérabilités des ménages dirigés par des femmes et des ménages dont les hommes avaient perdu leur emploi à cause de la COVID-19, augmentant ainsi la charge reproductive des femmes et des enfants.

L'arrêt du programme GSFP a augmenté le travail des enfants, car les familles font travailler les enfants pour compléter le revenu de leur mère.

Le temps consacré à la préparation des repas a également augmenté car les repas que les enfants recevaient auparavant à l'école doivent désormais être préparés à la maison par les femmes et les filles.

La réouverture des écoles s'est accompagnée d'une austérité accrue dans la mise en œuvre du programme, avec des répercussions sur la nutrition et la santé des enfants.

Conclusions

Compte tenu de l'ampleur de l'économie informelle de la précarité et des incertitudes qui y sont associées, l'État devrait au moins participer à la prise en charge des enfants par le biais de programmes continus de protection de l'enfance, comme le programme

d'alimentation scolaire, avec des objectifs de santé, de nutrition et d'éducation. Cela aurait été une façon pour l'État de partager la charge de la reproduction sociale. Une telle réponse politique est nécessaire pour les femmes qui continuent de rencontrer des difficultés pour maintenir leurs moyens de subsistance, dans des conditions de vulnérabilité et d'inégalités structurelles. Plutôt que d'intensifier son rôle dans la prise en charge des enfants par le biais de programmes d'aide sociale pendant la pandémie, l'État a affecté ailleurs les ressources destinées au programme d'alimentation scolaire. Durant cette période, l'arrêt du programme a aggravé les inégalités structurelles déjà profondes qui touchent les femmes et les filles en termes de charge de soins au sein des familles. La pandémie a exacerbé la nécessité pour l'État de délimiter correctement la fonction de reproduction sociale du système économique et son rôle dans le partage des responsabilités. 🍌

Références

Aurino, E., Gelli, A., Adamba, C., Osei-Akoto, I., et Alderman, H. (2018). Food for thought? Experimental evidence on the learning impacts of a large-scale school feeding program in Ghana . Document de travail de l'IFPRI. Washington (DC): Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

Bahn, K., Cohen, J., et Rodger, Y. (2020). A feminist perspective on COVID-19 and the value of care work globally. Gender Work Organisation, vol. 27, p. 695-699.

Gelli, A., Aurino, E., Folson, G., Arhinful, D. K., Adamba, C., Osei-Akoto, I., et Alderman, H. (2019). A school meals program implemented at scale in Ghana increases height-for-age during mid childhood in girls and in children from poor households: A cluster randomized trial. The Journal of Nutrition Nutritional Epidemiology, p. 1434-1442.



Gertrude Dzifa Torvikey

Gertrude Dzifa Torvikey est chargée de recherche à l'Institute of Statistical, Social and Economic Research (ISSER), Université du Ghana. Elle travaille également avec le Feminist Africa Journal de la même université. Ses recherches portent sur les moyens de subsistance agricoles, la migration, le travail et les questions de genre.



Sylvia Ohene Marfo

Sylvia Ohene Marfo est spécialiste en études alimentaires et titulaire d'un doctorat en sociologie de l'Université du Ghana. Ses recherches portent, entre autres, sur la sociologie de l'alimentation et de l'agriculture et l'anthropologie de l'alimentation, en particulier la construction de l'identité ethnique à travers les habitudes alimentaires. Elle possède une vaste expérience de recherche sur l'éducation des filles, les études de genre, les entreprises migrantes, l'alimentation, l'agriculture et le travail.



↑

TRINITÉ-ET- TOBAGO: Politiques de protection sociale et de soins en temps de COVID-19

*Karen A. Roopnarine
et Crystal Brizan*





ette contribution au projet Policy Transformations est centrée sur la réponse du gouvernement de Trinité-et-Tobago à la pandémie de COVID-19. Elle s'intéresse en particulier aux politiques de soins et de protection sociale, l'un des principaux mécanismes mis en œuvre, qui ont touché plus de 220 000 ménages. Nous y examinons si les politiques de soins et de protection sociale mises en œuvre dans le cadre de la COVID-19 ont eu un effet transformateur sur les inégalités sociales et de genre ainsi que sur la politique macroéconomique.

L'impact de la pandémie de COVID-19 a mis en évidence des inégalités préexistantes à Trinité-et-Tobago, lesquelles étaient plus prononcées parmi divers groupes de personnes qui possèdent moins de ressources et sont plus vulnérables, notamment les femmes, les jeunes, les personnes âgées et les personnes handicapées. La pandémie a mis en lumière plusieurs défis économiques, sociaux, culturels, sanitaires et de bien-être auxquels sont confrontées les femmes de Trinité-et-Tobago, non seulement parce que les niveaux de pauvreté sont plus élevés dans les ménages dirigés par des femmes, mais aussi parce que ce sont elles qui prennent en charge la part la plus importante des activités de soins non rémunérées e, y compris la charge nouvelle et supplémentaire de l'éducation des enfants due à la fermeture prolongée des écoles. L'industrie des services, y compris le tourisme, les services et les ventes, et les secteurs domestiques, ont été négativement affectés par les restrictions de confinement liées à la COVID-19 en termes de production et de perte d'emploi. A Trinité-et-Tobago comme ailleurs, ces secteurs sont principalement composés de travailleurs du secteur informel, dont beaucoup sont des femmes.

La philosophie et l'objectif sous-jacents de l'intervention gouvernementale contre la COVID-19 consistaient à équilibrer les mesures de confinement avec la nécessité de maintenir les moyens de subsistance. Pour ce faire, le gouvernement a eu recours à un "large éventail de mesures politiques pour aider les pauvres et les vulnérables, protéger les entreprises, les emplois et les revenus, maintenir la résilience financière et soutenir l'activité économique" (GORTT, 2020, p. 6). Il a immédiatement mis en place un filet de sécurité sociale ciblé pour protéger les individus et les ménages les plus vulnérables (y compris les bénéficiaires des programmes de transfert en espèces déjà en place, tels que le programme de soutien alimentaire, la pension pour personnes âgées et la subvention d'aide aux personnes handicapées), en plus d'une aide au revenu d'urgence et des subventions salariales. Il est à noter que la stratégie de soutien du gouvernement pour faire face à la COVID-19 ne mentionne pas explicitement le travail domestique et les soins non rémunérés.

A bien des égards, le programme de transferts en espèces ciblés (TC) s'inscrit dans la continuité des approches antérieures à la COVID-19. Celles-ci se concentraient sur les transferts en espèces plutôt que sur le renforcement des systèmes de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants, ainsi que sur l'amélioration des services sociaux afin de s'attaquer aux facteurs qui contribuent aux inégalités économiques et sociales, à la santé mentale et à d'autres problèmes sociaux tels que la dépendance, l'abandon scolaire, etc. En substance, sur la base du cadre analytique de DAWN (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021), les transferts en espèces d'urgence étaient stagnants et s'inscrivaient dans la continuité de la trajectoire précédente, avec peu ou pas de mesures innovantes ou de transformation sociale mises en place.

De nombreuses femmes ne remplissaient pas les critères d'éligibilité car elles n'avaient pas cotisé au système d'assurance nationale, ayant travaillé comme employées de maison ou dans l'économie informelle.

Un examen des transferts en espèces ciblés a révélé les demandes masculines ont été plus nombreuses à être approuvées. Le gouvernement n'a pas partagé la ou les raisons du taux d'approbation plus faible des demandes féminines. Cependant, Kambon (2021) a noté que les femmes ont été moins nombreuses à demander des subventions salariales. De nombreuses femmes ne remplissaient pas les critères d'éligibilité car elles n'avaient pas cotisé au système d'assurance nationale, ayant travaillé comme employées de maison ou dans l'économie informelle. Certaines femmes n'ont pas pu demander/recevoir des subventions d'aide au loyer car elles n'avaient pour contrat de location qu'un arrangement informel et les propriétaires ont choisi de ne pas se conformer aux exigences d'information nécessaires à la demande de subvention. En outre, de nombreuses femmes ne pouvaient pas naviguer ou accéder au processus de demande de subvention en ligne. La COVID-19 a clairement montré que la liste officielle des travailleurs enregistrés auprès du Régime d'assurance nationale (National Insurance Scheme -NIS) était inadéquate en tant qu'outil d'identification des personnes vulnérables dans la société. Elle a également mis en lumière l'absence de liens directs entre les communautés et les pauvres, d'une part, et les systèmes de développement social et de soutien de l'État, de l'autre.

Les mesures de protection sociale mises en œuvre en réponse au COVID-19 se sont concentrées sur l'assistance sociale, et peu ou pas d'efforts ont été consacrés aux services de soins. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les inégalités profondes de l'organisation sociale des soins en place. Cette inégalité se manifeste dans la répartition des responsabilités et du travail de soins au sein familles, notamment entre les femmes et les hommes. Pendant la pandémie, 71% des femmes ont déclaré être chargées d'organiser ou d'aider à l'enseignement à domicile, contre seulement 25% des hommes. Par ailleurs, près de 60% des femmes avaient à leur charge des tâches domestiques comme la cuisine et le nettoyage, contre moins de 32% des hommes (BID, 2020). Le travail de soins non rémunéré a été essentiel pour que le pays d'absorbe le choc de la pandémie, agissant comme un tampon anticyclique. Les mesures de distanciation sociale et de confinement ont été rendues possibles par la disponibilité du travail de soins non rémunéré dans les ménages et les communautés (Rodríguez Enríquez, 2020). Les fermetures d'écoles et l'enseignement à distance, ainsi que le recours accru aux soins de santé et au nettoyage à domicile, entre autres, ont amplifié la dépendance du pays à l'égard du travail de soins non rémunéré, surchargeant particulièrement les femmes et les filles et poussant éventuellement les femmes hors du marché du travail. Après la COVID-19, il existe un risque important que l'exclusion des travailleuses du marché du travail se banalise davantage. Il existe également un risque que le recours accru au travail de soins non rémunéré des femmes devienne directement ou indirectement une mesure politique qui contribuerait à affaiblir les services de soins publics et à externaliser leur coût (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021).

Bien que Trinité-et-Tobago ait déjà mis en place des socles de protection sociale, le gouvernement devrait s'attacher à combler les lacunes restantes et à modifier son approche politique, en particulier en ce qui concerne les femmes. Par exemple, le régime d'assurance nationale devrait étendre sa couverture aux travailleurs indépendants, tels que les entrepreneurs, et aux travailleurs domestiques rémunérés et non rémunérés, dont une grande partie sont des femmes. En outre, un changement de paradigme doit s'opérer dans la manière dont le gouvernement fournit les services sociaux, en s'attaquant aux causes sous-jacentes des inégalités sociales et de genre. La gestion des programmes de protection sociale et de soins doit devenir plus efficace et efficiente, afin de mieux répondre aux besoins des citoyens qui en ont le plus besoin. En outre, l'objectif primordial des programmes de protection sociale et de soins devrait être de s'attaquer aux problèmes sociaux sous-jacents qui ont un impact négatif sur la vie des gens et affectent leur capacité à être des citoyens participant pleinement à la société. L'incapacité à opérer les changements transformationnels nécessaires dans la prestation des services sociaux du pays menace les objectifs socio-économiques à long terme de Trinité-et-Tobago, y compris celui de l'égalité des sexes. 🌟

Références

Gouvernement de la République de Trinité-et-Tobago (GORTT) (2020). Déclaration budgétaire (2021). Réinitialiser l'économie pour la croissance et l'innovation. Présenté par l'honorable Colm Imbert, ministre des Finances. 5 octobre 2020. [\[pdf\]](#) (consulté le 22 octobre 2021).

Banque interaméricaine de développement, BID (2020). COVID-19 La crise des Caraïbes : Résultats d'une enquête socio-économique en ligne. Édité par Maricruz Arteaga Garavito, Diether Beurmann, et Laura Giles Álvarez.

Kambon, A. (2021). Gender Impact Assessment of COVID-19 Pandemic in Trinidad and Tobago: Voices of Vulnerability And Resilience. (A paraître)

Llavaneras Blanco, M. et Cuervo, M.G. (2021). The pandemic as a portal: policy transformations disputing the new normal. Document de travail du DAWN, n° 32. [\[pdf\]](#) (consulté le 22 octobre 2021).

Rodríguez Enríquez, C. (2020). RE-VALUE the importance of care in society. In: Spotlight on Sustainable Development 2020: Shifting policies for systemic change. AAND, CDES, Center of Economic and Social Rights, DAWN, Education International, FES, Global Coalition for Social Protection Floors, GPF, IEJ, Observatorio Género y Equidad, PSI, Social Watch, SID, TWN. [\[pdf\]](#)(consulté le 22 octobre 2021).



Dr Karen A. Roopnarine

Dr Karen A. Roopnarine est ressortissante de Trinité-et-Tobago, titulaire d'un doctorat en économie obtenu en 2018 à l'Université de Nottingham. Elle a été la meilleure étudiante de premier cycle à l'Université des Antilles (UWI), campus de St Augustine, ce qui lui a permis d'obtenir un diplôme avec mention très bien en économie et en finance. Après avoir obtenu son MSc en économie, elle a rejoint la Banque centrale de Trinité-et-Tobago en tant qu'économiste, où elle est actuellement employée.



Crystal Brizan

Crystal Brizan est avocate et possède plus de 14 ans d'expérience dans la pratique du droit, en particulier dans les domaines de la sécurité et de la santé au travail, des relations industrielles, de la recherche juridique et de la rédaction et révision de textes législatifs. Elle est également titulaire d'une maîtrise en études sur le genre et le développement et a mené des recherches et géré des projets sur des thèmes transversaux tels que les droits de l'homme, la justice entre les sexes et la santé. Mme Brizan croit fermement que la société civile joue un rôle important dans la promotion de l'équité entre les sexes et, à cet égard, elle a travaillé et est membre de plusieurs organisations non gouvernementales; elle est l'actuelle représentante nationale de la Caribbean Association for Feminist Research and Action.

↑

COVID-19, POLITIQUE DU TRAVAIL ET DROITS DES TRAVAILLEURS DOMESTIQUES EN JAMAÏQUE

Ayesha Constable



La pandémie de COVID-19 a eu des effets dévastateurs dans le monde entier. Depuis son apparition, la COVID-19 a produit une série d'effets en cascade sur la santé et l'économie mondiales, avec des extrêmes variant en fonction des conditions préexistantes (Bowleg, 2020; ONU Femmes, OIT et CEPALC; (2020). Les impacts de la COVID-19 au niveau national ont été fonction des niveaux d'(in)égalité, des cadres législatifs et des systèmes de gouvernance en place. Les pays dont l'économie et le leadership sont plus forts s'en sont généralement mieux sortis que ceux qui se trouvent à l'autre extrémité du spectre. La Jamaïque, comme beaucoup d'autres pays, a été sévèrement touchée par la pandémie, avec des pertes importantes dans des secteurs économiques tels que le tourisme. Les travailleurs du secteur informel appartenant à des groupes vulnérables ont été parmi les plus durement touchés par l'absence de filets de sécurité et de systèmes de protection sociale pour en amortir les effets (CAPRI, 2021). Dans le contexte jamaïcain, les travailleurs domestiques étaient parmi ceux confrontés aux effets socio-économiques les plus paralysants (IDWFED, 2020).

Cette étude a utilisé une méthode qualitative comprenant une recherche documentaire, des entretiens semi-structurés et une enquête. La vaste recherche documentaire s'est fondée sur des informations relayées par des journaux et des médias respectés, ainsi que sur les principaux documents de politique fiscale et sociale. Cinq entretiens semi-structurés ont été menés par téléphone avec des travailleurs domestiques pour discuter de leurs expériences professionnelles avant et pendant la pandémie de COVID-19. En outre, une enquête en ligne a été adressée aux employeurs des travailleurs domestiques, à laquelle douze personnes ont répondu. L'analyse des résultats a été effectuée à l'aide d'un cadre intersectionnel afin de mettre en évidence la nature complexe des dispositions structurelles nationales et leur impact au niveau individuel.

Historiquement, les forces coloniales ont façonné la société jamaïcaine contemporaine et déterminé la manière dont la COVID-19 a affecté la macroéconomie et les droits des travailleurs dans le pays (French, 1988; Heron, 2008; Soares, 2009). La structure de classe rigide de la Jamaïque, elle-même un vestige du passé colonial du pays, est alimentée et soutenue par les disparités de revenus, de niveau d'éducation et d'accès au pouvoir (Heron, 2008). La position des femmes dans la société et la manière dont elles y sont perçues sont façonnées par des forces similaires et interdépendantes. Malgré les progrès réalisés par les femmes, notamment dans l'enseignement supérieur, les attitudes dominantes et les barrières structurelles créent des obstacles à l'accès des femmes à certains espaces de pouvoir et conduisent à la disparité des points de vue sur la valeur économique du travail des femmes (Tindigarukayo, 1996). Les femmes telles que les travailleuses domestiques sont perçues comme se situant aux niveaux les plus bas de la

hiérarchie du travail. Ces perceptions négatives sont renforcées par l'absence de lois et de politiques publiques visant à protéger et à sauvegarder leur bien-être. Au lieu de cela, la protection des intérêts des travailleurs domestiques relève en grande partie du Jamaica Household Workers' Union qui fait fonction de groupe de défense de cette catégorie de travailleurs (Soares, 2009; IDWFED, 2020).

Le travail domestique en Jamaïque se caractérise par de bas salaires, des modalités de travail informelles, de longues heures de travail et un soutien institutionnel limité (Walker, 2003). Il s'agit d'une profession qui, à l'exemple du reste du monde, est principalement constituée de femmes issues de classes socio-économiques inférieures, ayant un faible niveau d'instruction et de femmes qui ont un accès limité au pouvoir en raison de la structure économique et de classe du pays. La COVID-19 a exposé et aggravé les précarités sociales et économiques des travailleuses domestiques en Jamaïque et a entraîné des pertes d'emploi, une réduction des revenus, une augmentation de la charge de travail et des problèmes psychologiques accrus chez les femmes de ce groupe professionnel (IDWFED, 2020).

↑ Les mesures politiques du gouvernement étaient variées et recoupaient différents secteurs et domaines thématiques (KPMG, 2020). En réponse, le gouvernement de la Jamaïque a mis en œuvre des mesures fiscales et des aides financières, a fermé tous les établissements universitaires, a mis en place des politiques de travail à domicile, instauré des couvre-feux et des restrictions de mouvement, ainsi que des mesures de vaccination (FMI, 2021). Aucune de ces mesures n'a spécifiquement ciblé ou pris en compte les réalités complexes des travailleurs domestiques et, par conséquent, elles ont exacerbé leurs impacts sur eux. Les travailleurs domestiques n'ont pas pu bénéficier des mesures d'aide économique prévues par le programme de soins. Leur charge de travail s'est accrue compte tenu de la nécessité de scolariser les enfants à domicile en raison de la fermeture des écoles, des couvre-feux et des confinements qui les empêchaient de se rendre au travail, entraînant des pertes d'emploi ou une réduction des heures de travail. Même lorsque des mesures en faveur des travailleurs domestiques ont été mise en place, les limitations sociales et économiques leur y ont empêché l'accès, comme ce fut le cas avec le plan de relance économique du gouvernement. Les travailleurs domestiques ne sont pas protégés par la législation du travail en vigueur. Ils ne sont pas inscrits au régime d'assurance nationale (NIS) parce qu'ils n'ont pas de contrat de travail officiel avec leurs employeurs. L'absence de protection les empêche d'accéder à ces prestations, ce qui confirme la nécessité d'interventions politiques adaptées aux travailleurs domestiques et le besoin urgent de formaliser le travail domestique. Le Jamaica Household Workers Union (JHWU) a cherché

Les effets immédiats de la COVID-19 ont aggravé la situation des travailleurs domestiques.

à atténuer les effets de la pandémie sur les travailleurs domestiques par des mesures de secours à court terme.

Des changements législatifs et institutionnels s'imposent, ainsi que des mesures de sensibilisation du public. Les cadres juridiques en place ne soutiennent pas suffisamment les travailleurs domestiques car ils ne font pas appliquer les directives relatives aux salaires, aux

heures de travail et au licenciement. Les lois actuelles sur le travail doivent être révisées pour combler ces lacunes. Sinon, une législation spécifique aux travailleurs domestiques doit être élaborée afin de protéger le bien-être de ce groupe de travailleurs. En outre, la formalisation du travail domestique s'impose en tant que priorité pour les travailleurs eux-mêmes, ainsi que pour garantir des modalités de travail plus structurées. Les perceptions et attitudes négatives à l'égard des femmes et du travail domestique dans la société en général constituent un défi à relever pour remédier aux violations des droits des travailleurs domestiques et au traitement général des travailleurs domestiques.

D'autres conclusions de cette étude montrent que les moyens de subsistance alternatifs tels que l'agriculture et les opportunités de migration qui peuvent être envisagés par les travailleurs domestiques sont également menacés. L'agriculture est actuellement confrontée à de multiples risques liés au changement climatique. Ainsi, les suggestions des travailleurs domestiques dans le sens d'élargir leurs activités agricoles pour générer des revenus doivent être évaluées à la lumière des projections de hausse des températures et de sécheresse résultant du changement climatique. De même, les perspectives de migration peuvent être considérées comme un outil de survie là où les politiques d'immigration exigent la vaccination de toute personne entrant sur leur territoire

Les effets immédiats de la COVID-19 ont aggravé la situation des travailleurs domestiques en Jamaïque à court terme. De plus, ces effets ont été aggravés par les problèmes économiques, politiques et sociaux interdépendants qui façonnent leur réalité. La pandémie a également révélé à quel point les travailleurs domestiques sont vulnérables aux chocs économiques.

À cette fin, la pandémie a servi de catalyseur de changement et, à court terme, a mis en évidence la nécessité de se pencher sur la situation des travailleurs domestiques,

de reconnaître leurs droits en matière de travail et de les inclure dans les systèmes de protection sociale. Elle a également montré l'importance d'adopter une approche intersectionnelle pour créer des réponses politiques plus inclusives et démocratiques dans le contexte des crises structurelles. 🟡

Références

Bowleg, L., (2020). We're Not All in This Together- On COVID-19.

CAPRI, (2021). Insult to Injury: The Impact of COVID-19 on Vulnerable Persons and Businesses.

Cho, S., Crenshaw, K.W. and McCall, L., (2013). "Toward a field of intersectionality studies: Theory, applications, and praxis," *Signs*, 38(4), 785–810.

French, J., (1988). Colonial Policy Towards Women after the 1938 Uprising: The Case of Jamaica, *Caribbean Quarterly*, 34(3–4), 38–61.

Heron, T., (2008). Political Advertising and the Portrayal of Gender, Colour and Class in Jamaica's General Elections 2007.

IDWFED, (2020). Jamaica: COVID-19 can Quarantine Us, but Domestic Workers' Rights are Not to be Quarantined!

IMF, (2021). Policy responses to COVID-19, International Monetary Fund. [\[online\]](#) (consulté le 10 août 2021).

KPMG, (2020). Jamaica: Government and institution measures in response to COVID-19. [\[online\]](#) (consulté le 17 août 2021).

Soares, J., (2009). Forever Indebted to Women, *Caribbean Quarterly*, 55(4), 9–14.

Tindigarukayo, J.K., (1996). Gender differentials in education and labour force in Jamaica, *Canadian Journal of Development Studies*, 17(3), 449–467.

UN Women, ILO, ECLAC; (2020). Domestic Workers in Latin America and the Caribbean during the COVID-19 CRISIS. Brief June 2020. [\[pdf\]](#) (consulté le 17 août 2021).

Walker, N.-N., (2003). Domestic Workers in Jamaica, *Gender Dialogue*.



Ayesha Constable

Elle a mené des recherches et publié des articles sur le genre et le changement climatique dans le cadre de ses études doctorales, qui relient ses intérêts pour l'agriculture et l'adaptation au climat. Elle a mené des recherches approfondies sur les jeunes et le genre dans le contexte de la justice climatique, contribuant ainsi à la politique mondiale et régionale et au discours universitaire sur le changement climatique. Ses récentes recherches universitaires ont porté sur l'activisme féministe et l'adoption d'une approche intersectionnelle pour examiner le rôle des jeunes femmes et des filles dans l'action climatique aux Caraïbes. Elle est la fondatrice de l'organisation Young People for Action on Climate Change Jamaica (YPACCJa), qui mène des initiatives en vue de la création d'une coalition de jeunes pour la justice climatique dans les Caraïbes. Elle a également fondé GirlsCARE - Girls for Climate Action for Resilience and Empowerment, qui offre un mentorat aux jeunes filles militant pour le climat.



**PROGRAMMES
DE TRANSFERTS
CONDITIONNELS
EN ESPÈCES
PENDANT LA CRISE
DE LA COVID-19
DANS L'ÉTAT
PLURINATIONAL
DE BOLIVIE**

Silvia Fernández Cervantes

La crise multidimensionnelle de la COVID-19 a mis au premier plan de la discussion, pour ceux qui veulent bien le reconnaître, l'existence du conflit structurel et insoluble entre "la vie et le capital", qui est de plus en plus exacerbé et approfondi par le néolibéralisme extractiviste. Aujourd'hui, plus que jamais, nous sommes confrontés à une atteinte à la vie et aux moyens qui la rendent possible, ce qui nous oblige à penser et à analyser, au-delà du récit du développement, la nature même du système capitaliste dans sa relation avec l'ordre et la culture patriarcaux.

L'État plurinational de Bolivie est composé de trente-six nations indigènes, d'un grand secteur qui se définit comme métis et d'une partie qui se reconnaît comme blanche. Avec plus de vingt langues indigènes, la langue prédominante est l'espagnol. C'est une société diversifiée en termes d'origine et de perspectives, mais avec la même structure coloniale capitaliste et patriarcale de subordination et de discrimination (raciale, de classe et de genre). L'héritage colonial persiste, avec un modèle économique basé sur l'extractivisme, dépendant des prix internationaux des hydrocarbures, des minéraux et d'autres matières premières.

↑ La condition de colonialité, aujourd'hui renforcée, est ancrée dans de nouvelles formes d'extractivisme, de dépossession et de privatisation des terres, de marchandisation profonde et violente de la nature, et de discrimination, d'oppression et de violence à l'égard des femmes. Les formes d'accumulation capitaliste héritées de la période coloniale, qui sont passées par la république, arrivent dans l'État plurinational sous le discours du droit au développement qui légitime l'exploitation irrationnelle de la nature. La plurinationalité finit par être un symbole de pouvoir politique et un mirage d'égalité.

Faire référence à la continuité des relations de domination héritées de la colonie, c'est reconnaître la conformation racialisée de la division en classes de la société bolivienne: l'affirmation de départ qui révèle que les rapports sociaux de domination et d'exploitation, renforcés par le capitalisme contemporain, sont la manière d'organiser les relations d'interdépendance qui façonnent la vie sociale; toujours dans des conditions de classification et d'inégalité, de pénurie, de précarité et de conflit. Plus de 500 ans après la colonisation, la présence de cet ordre de domination n'aurait pas été possible sans la puissante relation entre colonisation et mondialisation.

Dans le cadre du projet Transformations des politiques l'étude de cas de l'État plurinational de Bolivie a porté sur une partie des politiques de protection sociale dans le contexte de la pandémie. La classe dirigeante et les gouvernements ont fait face à la première année de la

crise de la COVID-19 avec des mesures fiscales procycliques dans lesquelles les allègements fiscaux et les programmes de transferts monétaires conditionnels d'urgence (TMC) jouent un rôle clé dans la réduction de la forte baisse de la demande intérieure.

En ne tenant pas compte des données sur la pauvreté différenciées par zone géographique et par sexe, les programmes de transferts monétaires ont un biais classiste et raciste implicite.

La mise en œuvre des quatre programmes de transferts monétaires d'urgence liés à la COVID-19 montre que la population à revenus moyens et élevés a le plus bénéficié des TMC en raison d'un comportement économique typique, à savoir une stratification racialisée des classes et une inégalité entre les sexes. Ce parti pris macroéconomique mercantiliste, défavorable aux secteurs les plus pauvres et aux femmes, creuse l'écart de revenus tout en favorisant la concentration des revenus dans les strates de revenus moyens et élevés.

Le critère d'universalité dans l'octroi des prestations ne permet pas d'atteindre toute la population, mais il sert à normaliser et à homogénéiser des situations différentes, et à traiter des sujets sociaux différents comme s'ils avaient tous la même condition et le même besoin. Ce n'est là qu'un des points faibles des prestations liées à la COVID-19. Il indique la présence d'un biais macroéconomique et mercantiliste, car les conditionnalités des TMC sont génériques, ce qui signifie que peu importe à qui ils profitent et comment, ou quels effets ils peuvent avoir sur les différents secteurs de la population.



Par exemple, la famille propriétaire d'une fabrique de cigarettes a reçu une prestation familiale d'un montant équivalent à celle reçue par la femme qui vend des cigarettes dans la rue pendant dix ou douze heures et sans protection sociale. Cela représente environ 100% du revenu mensuel des familles pauvres avec une moyenne de 3 enfants par famille qui ont reçu un total de 215,20 USD. Dans le même temps, pour la strate de haut revenu, ce montant représente jusqu'à 8% de leur revenu mensuel. L'inégalité dans la distribution des revenus est légitimée par le critère d'universalité.

En ne tenant pas compte des données sur la pauvreté différenciées par zone géographique et par sexe, les programmes de transferts monétaires ont un biais classiste et raciste implicite, car les différentes situations de pauvreté et d'inégalité des populations urbaines et rurales ne sont pas prises en considération. Ce qui semble être prioritaire, cependant, c'est d'injecter de grandes quantités d'argent sur le marché et de stimuler la demande globale, ce qui, avec les exonérations fiscales et le transfert de ressources vers le système financier, protège la reproduction du capital. Cette orientation vers la reproduction du capital n'est possible que parce que le travail de reproduction sociale non rémunéré effectué par les femmes n'a pas cessé une minute pendant la crise de la COVID-19. 🍌

Références

Paz Arauco V. (2014) Nuevos Caminos de la Política Social en Bolivia: el rol de las transferencias en efectivo 2006 – 2012, CIS –UNDP Bolivia July 2014.

Picchio, A. (2009) Condiciones de vida perspectivas, análisis económico y políticas públicas, Revista de economía crítica No 7, périodicité annuelle, Spain.

Rivera Cusicanqui, S. (2019) Un Mundo Ch'ixi es posible: Ensayos desde un presente en crisis, ed TINTA LIMON Bolivie janvier 2019.

ONU Femmes; Bureau régional pour les Amériques et les Caraïbes (2020). Regional Office for the Americas and the Caribbean (2020). Cash Transfers and Gender Equality: How to Improve their Effectiveness to Address the COVID-19 Crisis. BRIEF v 1.1 15.05.2020.[\[online\]](#) (consulté le 18 septembre 2021).



Silvia Fernández Cervantes

Silvia Fernández Cervantes. Militante féministe. Assistante sociale, titulaire d'un master en développement durable. Spécialisée en budgets publics avec égalité de genre. Fondatrice du Colectivo Cabildeo, avec lequel elle a développé la méthodologie pour l'orientation et la mesure des dépenses publiques en matière d'égalité des sexes. Elle a publié plusieurs documents de recherche nationaux et internationaux sur la politique budgétaire et l'égalité des sexes. Chargée de cours universitaires et post-universitaires à l'université Consultante internationale pour ONU Femmes et d'autres agences de coopération.

↑

**L'IMPACT DE LA
COVID-19 SUR LES
TRAVAILLEURS
DOMESTIQUES ET
LES RÉPONSES
POLITIQUES EN
CHINE**

Zhihong Sa



La Chine se trouve dans une phase de vieillissement rapide de la population, de faible fécondité et de réduction de la taille des familles. Le transfert de la responsabilité des soins vers la famille à l'ère des réformes, la forte participation des femmes au marché du travail et l'augmentation rapide des revenus ont créé une demande croissante de services domestiques. La Chine compte vingt-deux millions de travailleurs domestiques (OIT, 2021), dont 80% sont des femmes qui ont migré des campagnes vers les villes et des agricultrices locales (Wang et Wu, 2016; Sa et al., 2020).

Travaillant en première ligne de la crise de la COVID-19, les travailleurs domestiques du monde entier sont les plus durement touchés par la pandémie (OIT, 2021). Les travailleurs domestiques chinois ne font pas exception. Bien qu'ils jouent un rôle de plus en plus important dans la satisfaction des besoins en soins des familles urbaines, leurs droits et intérêts en tant que travailleurs sociaux sont largement négligés dans le contexte social chinois. Dans le cadre du projet Policy Transformations, cette étude de cas examine l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le travail et les moyens de subsistance des travailleurs domestiques, ainsi que les réponses politiques connexes en Chine. En partant d'une approche féministe intersectionnelle, j'ai examiné les hypothèses proposées dans le Cadre analytique de transformation politique de DAWN (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021) en accordant une attention particulière aux effets imbriqués des barrières de genre, de classe et institutionnelles sur les multiples précarités auxquelles les travailleurs domestiques sont confrontés avant et pendant la pandémie. J'ai mené cette étude par le biais d'une analyse documentaire et d'entretiens approfondis avec des travailleurs domestiques et des responsables d'agences de placement privées et d'organisations sociales.

L'étude indique que les conditions de travail et d'emploi des travailleurs domestiques avant la pandémie étaient façonnées par les effets conjugués du genre, de la classe sociale et des politiques inéquitables en matière de travail et de migration. La vulnérabilité



des conditions pré-pandémiques des travailleurs domestiques est étroitement liée à l'inadéquation des politiques et réglementations de l'État en premier lieu. Les politiques de l'État en matière de services domestiques visent principalement à réduire la pauvreté, à augmenter l'emploi, à stimuler le développement économique et à satisfaire les besoins

La vulnérabilité des conditions pré-pandémiques des travailleurs domestiques est étroitement liée à l'inadéquation des politiques et réglementations de l'État en premier lieu.

↑ en soins des ménages urbains. Plus de 90% des travailleurs domestiques sont employés de manière informelle, sans contrat de travail et ne bénéficient pas de la protection des lois du travail (Liu, 2017; Sa et al, 2020). Le processus de travail des travailleurs domestiques dans les ménages privés est complexe et caché, mais il n'existe pas de réglementation ni de supervision des employeurs familiaux. Le système d'enregistrement des ménages (c'est-à-dire le système Hukou) qui sépare les résidents ruraux et urbains exacerbe la vulnérabilité des travailleurs domestiques. Dans le cadre du système Hukou, les migrants venus des campagnes vers les villes sont secondaires sur le marché du travail et ont un accès limité aux systèmes de sécurité sociale urbains. En raison du contrôle exercé par l'État sur les syndicats et de l'informalité de l'emploi des travailleurs domestiques, il n'y a pas de dialogue social sur les droits du travail des travailleurs domestiques. Par conséquent, les travailleurs domestiques ont généralement des emplois précaires, des salaires relativement bas, de longues journées de travail et de faibles niveaux de protection sociale (Wang et Wu, 2016; Sa et al, 2020).

Précarités supplémentaires

Les données issues des entretiens approfondis ont révélé que la pandémie de COVID-19 a ajouté des précarités supplémentaires aux moyens de subsistance économiques à court et à long terme des travailleurs domestiques, à leurs conditions de travail et à leur bien-être psychologique. Alors que les travailleurs domestiques ne logeant pas chez l'employeur ont subi des pertes d'emploi et de revenu à court terme en raison des confinements, tous les travailleurs domestiques ont ressenti le risque lié à l'insécurité de l'emploi et du revenu en raison de la mobilité restreinte et de la diminution de la demande de services pendant toute la période de la pandémie. La pandémie a détérioré les conditions de travail et le bien-être psychologique des travailleurs domestiques logeant chez l'employeur, même après la fin de la période de restriction maximale.

Bien que l'étude soutienne l'hypothèse selon laquelle les politiques de l'État relatives aux soins et à la protection sociale des travailleurs domestiques pendant la pandémie sont restées inchangées et alignées sur la trajectoire passée, les récents changements en matière de travail et de démographie peuvent créer des opportunités de réponses politiques transformatrices afin d'améliorer le travail et la protection sociale des travailleurs domestiques en Chine.

Trois recommandations politiques clés découlent de cette étude. Premièrement, le gouvernement devrait accorder une importance égale à la production et à la reproduction en plaçant le genre au centre du processus d'élaboration des politiques de soins et en s'engageant davantage en faveur du travail et de la protection sociale des travailleurs domestiques. Deuxièmement, il est essentiel de formuler des lois ou des réglementations spéciales pour protéger les droits et les intérêts des travailleurs domestiques en matière de travail et pour réglementer le comportement des employeurs familiaux. Enfin, le militantisme mené par les groupes de femmes doit jouer un rôle plus actif dans le plaidoyer politique et social pour la promotion des droits du travail des travailleurs domestiques et le changement des normes sociales qui dévalorisent le travail de soins qui est principalement effectué par les femmes. 🌟

Références

Llavaneras Blanco, M. et Cuervo, M.G. (2021). The pandemic as a portal: policy transformations disputing the new normal. DAWN Discussion Paper, #32 [pdf] (Consulté le 26 août 2021).

OIT (2021). Faire du travail décent une réalité pour les travailleurs domestiques : Progrès et perspectives dix ans après l'adoption de la convention (n° 189) sur les travailleuses et travailleurs domestiques, 2011. OIT, Genève.

Minghui, L. (2017). "Migrants and cities: research report on recruitment, employment, and working conditions of domestic workers in China". Série sur les conditions de travail et d'emploi n° 92. OIT, Genève.

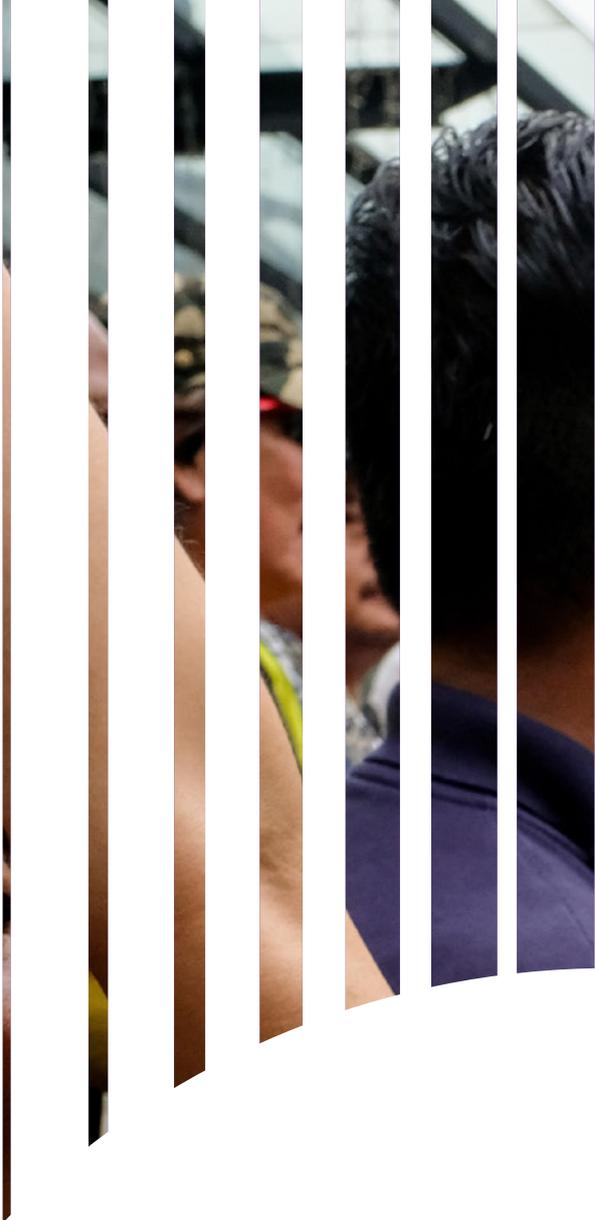
Sa, Z., Zhang, M., Liu, S., Liu, J. et Xin, R. (2020). "Recherche sur les conditions de vie et de travail des travailleurs domestiques à Pékin et Jinan : résultats de la méthode d'échantillonnage dirigée par les répondants". Journal of Chinese Women's Studies 4 : 56-72 (en chinois).

Wang, J. et Wu, B. (2016). "Domestic helpers as frontline workers in China's home-based elder care: a systematic review". Journal of Women & Aging 29:4, 294-305.



Zhihong Sa

Zhihong Sa est professeure associée à l'école de sociologie de l'université normale de Pékin. Elle a obtenu son doctorat en sociologie à l'université du Maryland à College Park. Ses principaux intérêts de recherche portent sur les déterminants sociaux de la santé et le genre, avec un accent particulier sur les personnes âgées, les migrants ruraux et urbains et les adolescents. Ses travaux récents portent notamment sur les travailleurs domestiques en Chine. Elle a publié des articles dans Journal of Chinese Women's Studies, Sex Roles, BMC Geriatrics et Journal of Biosocial Science.



**ORGANISER LES
TRAVAILLEURS
DOMESTIQUES
MIGRANTS:
Perspectives et
défis en période
de crise de la
COVID-19 en
Malaisie**

Liva Shreedharan

↑

Les travailleurs domestiques migrants (TDM) en Malaisie connaissent d'importants déficits en matière de travail. Leurs conditions de travail comprennent des niveaux élevés d'informalité, de faibles salaires, des limitations à l'organisation et la négociation collective efficaces, l'exposition aux risques de violence et de harcèlement, et l'exclusion du droit du travail et de la protection sociale dont bénéficient les travailleurs d'autres secteurs. Ces exclusions engendrent des déséquilibres de pouvoir entre les employeurs et les TDM. Les inégalités existantes auxquelles les travailleurs domestiques migrants sont exposés ont été exacerbées par la pandémie de COVID-19.

Cette étude de cas du projet Policy Transformations a examiné comment les travailleurs domestiques migrants en Malaisie ont réagi à la pandémie de COVID-19. Elle a pris en compte les diverses formes d'oppression ancrées dans les hiérarchies de classe, de genre, de statut migratoire et de race qui façonnent la précarité des travailleurs domestiques migrants et sont à leur tour intégrées dans la réponse de la Malaisie à la pandémie. L'étude examine comment le contexte politique et social de la Malaisie, caractérisé par des régimes anti-migrants, contribue à (re) produire cette précarité pendant la crise de santé publique. L'étude de cas examine également comment les travailleurs migrants ont résisté à la crise de la COVID-19 dans un contexte à tendance autoritaire en s'organisant et en plaidant pour des transformations politiques progressives.

Les travailleurs domestiques migrants, qui occupent souvent des emplois informels et précaires, ont été parmi les plus durement touchés par les conséquences négatives de la crise de santé publique. Les travailleurs domestiques migrants ont été contraints

à de longues journées de travail , privés de jours de congé et exposés aux risques de violence et de contamination par le virus de la part de leurs employeurs et de leurs proches. Les travailleurs domestiques migrants ne logeant pas chez leur employeur ont vu leurs heures de travail diminuer et leurs salaires baisser en conséquence. Cela a eu un impact négatif sur leur sécurité alimentaire et la sécurité de leur revenu, ainsi que sur leur capacité à envoyer de l'argent à leur famille dans leur pays d'origine (Lim, 2020). En outre, les travailleurs migrants et les travailleurs domestiques migrants sont exposés à des risques supplémentaires de violence, conséquence directe de leur statut migratoire précaire. La pandémie a mis en évidence des sentiments anti-migrants, les travailleurs migrants ayant déclaré être discriminés et stigmatisés en tant que propagateurs du virus (Hector et Pereira, 2020; Fishbein, 2020). Des attitudes anti-migrants similaires se sont manifestées dans les politiques de réponse à la pandémie du gouvernement, notamment par des arrestations à grande échelle de migrants sans papiers (Human Rights Watch, 2021 et The Straits Times, 2020) et des déportations (Reuters, 2021), une application accrue des lois sur l'immigration, l'exclusion des travailleurs migrants des plans d'aide en cas de pandémie, ainsi que l'interdiction de louer des logements à prix modiques aux travailleurs migrants (Hisamudin, 2020).

Les travailleurs domestiques migrants de Malaisie ont fait preuve d'une grande résilience et ont renforcé leur capacité à se mobiliser et à s'organiser, à se coordonner et à se rassembler pour faire face à la pandémie de COVID-19.

Une expansion progressive des ambitions autoritaires de l'État était perceptible à mesure que la crise évoluait. Le gouvernement a déclaré l'état d'urgence sous prétexte qu'il devait disposer de certains pouvoirs pour s'assurer que cette pandémie puisse être jugulée efficacement (Cabinet du Premier ministre, 2021). L'ordonnance de 2021 sur l'état d'urgence (pouvoirs essentiels) a accru les pouvoirs du personnel de sécurité tout en suspendant les mécanismes de responsabilité. L'État a intensifié le déploiement

des forces de sécurité pour mettre en œuvre des arrestations et des détentions à grande échelle, a renforcé la capacité des prisons et des centres de détention (Chung, 2021) et a réprimé toute dissidence à l'égard de cette politique (Al Jazeera, 2020). Le Département de l'immigration a également sollicité l'aide du public pour identifier et signaler les migrants sans-papiers par le biais de plusieurs numéros de téléphone d'urgence pour l'immigration et de la page Facebook officielle du Département de l'immigration. Dans le même temps, le gouvernement a pris des mesures pour faire taire les critiques de la société civile contre les politiques anti-migrants et de gestion de la pandémie (Lakhdar, 2020). Les descentes des services de l'immigration ont été menées parallèlement à la mise en œuvre du programme de recalibrage de la main-d'œuvre et du programme de recalibrage du retour pour régulariser ou rapatrier les sans-papiers.

Bien que ces mesures reflètent un contrôle biopolitique accru de la part de l'Etat et l'expansion d'une tendance autoritaire continue, la pandémie de COVID-19 a également conduit à des politiques transformatrices et progressistes pour les travailleurs migrants. La crise elle-même a agi comme un portail vers des politiques du travail qui ont élargi la justice sociale pour les TDM. En particulier, dans un contexte autoritaire, les travailleurs domestiques migrants de Malaisie ont fait preuve d'une grande résilience et ont renforcé leur capacité à se mobiliser et à s'organiser, à se coordonner et à se rassembler pour faire face à la pandémie de COVID-19. Les travailleurs domestiques migrants ont commencé à organiser et à tenir ces réunions de manière virtuelle. Cela a non seulement modifié le moyen de communication entre les travailleurs domestiques migrants, mais a aussi redéfini ce qu'est la sphère publique commune pour chercher à s'organiser collectivement. Le fait de s'organiser a conduit au renforcement des associations de travailleurs domestiques migrants existantes et à la formation d'une nouvelle association, qui a créé un réseau de soutien permettant aux travailleurs domestiques migrants de gérer les vulnérabilités quotidiennes face aux violations des droits et celles qui découlent de la pandémie, de sensibiliser aux droits des travailleurs domestiques migrants et d'élargir les espaces pour une revendication de leurs droits fondée sur un plaidoyer politique. Cette organisation a également conduit à des changements politiques substantiels, notamment l'extension de la couverture d'un programme national de protection sociale pour inclure les travailleurs domestiques migrants. 🌟

Références

Al Jazeera, (2020). 'Al Jazeera journalists questioned over Malaysia documentary', Al Jazeera, 10 juillet. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Chung, N. (2021). 'Immigration to go after undocumented migrants during lockdown', Free Malaysia Today, 29 Mai. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Fishbein, E. (2020). 'Fear and uncertainty for refugees in Malaysia as xenophobia escalates', The New Humanitarian, 25 Mai. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Hector, C. and Pereira, A. (2020). 'End discrimination against foreigners and migrants in COVID-19 responses', Malaysiakini, 30 Junin. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Hisamudin, H.A. (2020). 'Don't rent your property to illegal migrants, DBKL tells homeowners', Free Malaysia Today, 27 Mai. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Human Rights Watch (2021). Malaysia: Raids on Migrants Hinder Vaccine Access, 30 Junin. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Lakhdhir, L. (2020) 'Troubling Cases of the Malaysian Government Criminalizing Speech,' Malaysiakini. 13 juillet. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Lim, L.L. (2020) The socioeconomic impacts of COVID-19 in Malaysia: Policy review and guidance for protecting the most vulnerable and supporting enterprises' International Labour Organisation. [\[pdf\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

Prime Minister's Office of Malaysia (2021) Speech Text of the Special Announcement of Emergency, 12 January. [\[online\]](#) (Consulté le 30 juillet 2021)

Reuters (2021) 'Malaysia to deport thousands of undocumented Indonesian migrants', Reuters, 11 Junin. [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)

The Straits Times (2020) 'Malaysia detains hundreds of foreign workers in major raid on KL Wholesale Market', The Straits Times, 11 Mai [\[online\]](#) (Consulté le 10 octobre 2021)



Liva Shreedharan

Liva Sreedharan est une spécialiste des droits du travail dans la région de l'Asie du Sud et du Sud-Est. Depuis plus de 10 ans, Liva s'efforce de galvaniser les communautés de migrants, les organisations de la société civile et les gouvernements pour qu'ils collaborent à l'amélioration de la protection des victimes de la traite des êtres humains par le biais de projets de défense juridique, de renforcement des capacités et de sensibilisation des communautés. Liva a joué un rôle déterminant dans le lobbying auprès des législateurs pour l'adoption de la loi de 2007 contre la traite des personnes et a rédigé le projet de loi sur les travailleurs domestiques en vue de son adoption en tant que législation nationale en Malaisie. Parmi ses projets les plus récents figure la promotion de la numérisation des systèmes de gestion des dossiers utilisés par les organisations de défense des droits des migrants.



SOINS COLLECTIFS POUR FAIRE FACE À LA PANDÉMIE ET À LA CRIMINALISATION DE LA MIGRATION AU CHILI

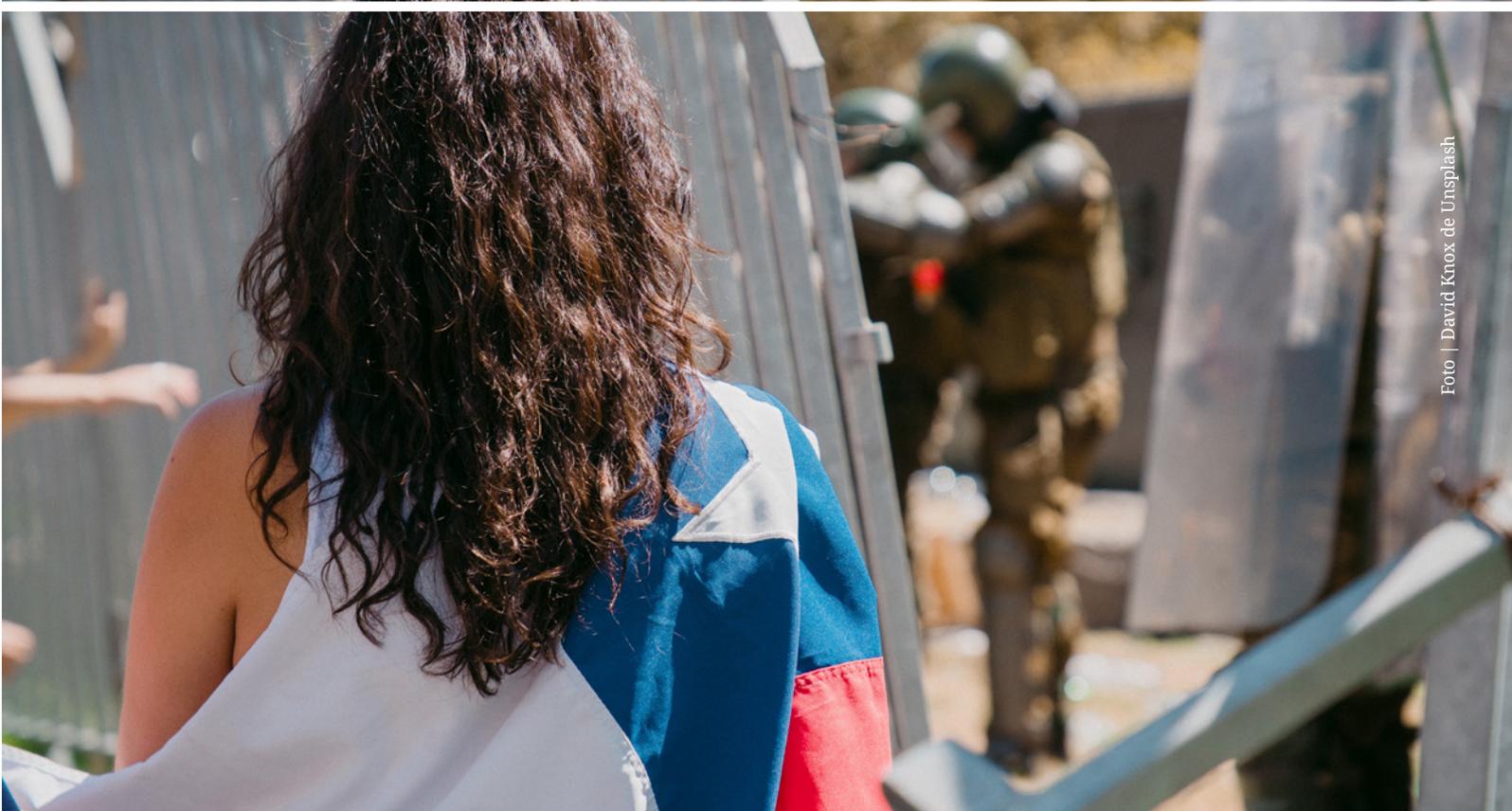
*Nanette Liberona, Carolina Stefoni
et Sius Salinas*



Le cas chilien du projet Policy Transformation analyse comment la pandémie de COVID-19 a favorisé l'augmentation des restrictions d'entrée et le contrôle biopolitique de la migration internationale. Les effets de ces mesures ont été combattus et abordés principalement par les organisations de la société civile, avec la participation significative des femmes migrantes.

La réponse répressive à l'explosion sociale de 2019 au Chili et la mise en œuvre de nouvelles restrictions à la suite de la pandémie, ont contribué à normaliser le contrôle militaire et policier de l'État, sur la population. De plus, la fermeture des frontières comme mesure pour arrêter la pandémie a renforcé les politiques restreignant l'entrée des migrants. Ainsi, le débat parlementaire de la loi sur les migrations au cours des années 2018 et 2021 s'est déroulé dans un environnement de criminalisation croissante de la migration. Ce scénario a été aggravé par une augmentation des discours racistes et xénophobes, un accès limité à l'aide sociale pendant la pandémie et une série de difficultés administratives qui ont ralenti le processus de régularisation. Ceci explique en grande partie le développement de pratiques de résistance et de solidarité menées par les femmes.

↑ Notre contribution est le résultat de recherches antérieures et d'une mise à jour du travail ethnographique réalisé à Iquique et à Santiago du Chili dans le cadre du projet DAWN (2021). Cette mise à jour a été réalisée en collaboration avec des organisations de migrants, par le biais d'actions conjointes qui ont rendu leurs problématiques visibles, telles que la



rédaction et la diffusion de déclarations. Nous avons également réalisé des entretiens dans les villes d'Iquique et de Santiago avec des femmes migrantes et des militantes de nationalité péruvienne, bolivienne, vénézuélienne et équatorienne. En outre, nous avons effectué une revue systématique de la presse de mars 2020 à mai 2021, portant sur la politique migratoire, les mouvements de sans-papiers, les expulsions et les réactions des autorités et des citoyens face à la migration. Le travail ethnographique a été réalisé entre mai et juillet 2021.

Afin de répondre à l'hypothèse selon laquelle les politiques migratoires mises en œuvre dans le contexte de la pandémie ont accru le contrôle biopolitique, nous analysons le contexte national à partir de trois éléments. Premièrement, le déchaînement social qui s'est produit en octobre 2019 au Chili. Cette mobilisation nationale est pertinente car elle a insufflé des mesures de contrôle et la perte des libertés civiles, tout en transformant le scénario social et politique du pays au point d'instaurer un processus constituant appelant à réfléchir, entre autres, à la place de la migration dans la construction de la nation.

Les femmes - dans leur rôle historique de soignantes - ont été les protagonistes des actions collectives de solidarité qui ont été mises en place pendant la pandémie.

Dans un deuxième temps, nous analysons la nouvelle loi sur la migration votée en 2021 et ses implications pour la population migrante. Nous avons également abordé les mesures qui ont été mises en œuvre envers la population migrante lors de la dernière étape du gouvernement de Sebastián Piñera (2018-2022) et leurs conséquences sur le processus de régularisation migratoire. Finalement, nous nous penchons sur les effets de la pandémie sur la population migrante, surtout depuis la fermeture des frontières en raison de l'urgence sanitaire. Il s'agit d'une situation extrêmement complexe, car la pauvreté a encore augmenté parmi les migrants.

La pandémie et les mesures adoptées à l'égard de la population migrante ont abouti à différentes manières de gérer les violations et la violence dont sont victimes les femmes migrantes et leurs familles, résidentes ou en transit à Santiago et à Iquique. Entre autres mesures, nous avons analysé le processus de régularisation extraordinaire de 2021. Les résultats de cette étude mettent en évidence une série de difficultés auxquelles ont été confrontés les Vénézuéliens et les Haïtiens, indépendamment de leur sexe, notamment des difficultés à obtenir un extrait de casier judiciaire et à effectuer les démarches en ligne, y compris les paiements, des défaillances de la plateforme de régularisation et l'absence de consulats dans certaines villes. Dans le cas des femmes, le manque de temps et de quelqu'un à qui confier leurs enfants vient s'ajouter aux difficultés rencontrés pour régulariser leur situation.

Dans ce contexte, l'étude de cas analyse les pratiques déployées par les femmes migrantes pour faire face au contexte d'appauvrissement extrême dû à la COVID. Les femmes - dans leur rôle historique de soignantes - ont été les protagonistes des actions collectives de solidarité qui ont été mises en place pendant la pandémie. Par leur participation et leurs actions dans les espaces publics, les dirigeantes migrantes ont permis de sauvegarder la vie de leur propre famille et de beaucoup d'autres personnes que la pandémie a rendues plus vulnérables. ▲

Références

- Domenech, E. (2017). Las políticas de migración en Sudamérica: elementos para el análisis crítico del control migratorio y fronterizo. *Terceiro Milênio Revista Crítica de Sociologia e Política* 8, no. 1: 19-48.
- Llavaneras Blanco, M. and Cuervo, M. G. (2021). "La pandemia como portal: transformaciones de políticas que disputan la nueva normalidad". *DAWN*, DP32.
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (2020). Tendencias globales. Desplazamiento Forzado en 2020. [\[online\]](#) (Consulté le 21 octobre 2021).
- Pinto, C. y Cisternas, N. (2021). "Reflexiones sobre el uso de la interseccionalidad en los estudios migratorios en Chile". *Punto Género Journal* 14:. doi:10.5354/0719-0417.2021.60866
- Salinas, S-G. y Liberona, N. (2021). "Violencia de género en el tráfico de migrantes. Efectos psicosociales y agencia de las mujeres migrantes clandestinas". *RIEM* 10, no. 2: 51-77.
- Stefoni, C. (2011). "Ley y política migratoria en Chile. La ambivalencia en la comprensión del migrante". In *La construcción social del sujeto migrante en América Latina: prácticas, representaciones y categorías*, editado por Bela Feldman-Bianco, Liliana.
- Thayer, E. S.f. Observaciones y propuestas al proyecto de ley de migraciones en trámite y a la política migratoria que pretende solventar. [\[online\]](#) (consulté le 21 octobre 2021).
- Thayer, E. (2021). Nueva ley de migraciones: por qué precariza el trabajo y la residencia de los migrantes y puede promover más ingresos clandestinos. *CIPER*. [\[online\]](#) (consulté le 21 octobre 2021).



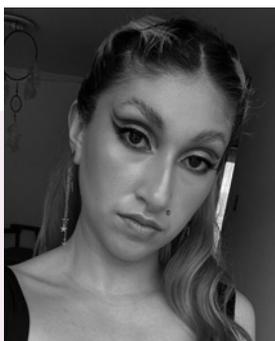
Nanette Paz Liberona

Nanette Paz Liberona Concha est titulaire d'un diplôme en ethnologie de l'université Paris 8 et d'un doctorat en anthropologie et sociologie de l'université Paris 7. Elle enseigne au département d'anthropologie de l'université de Tarapacá et au doctorat en sciences sociales de la même université. Elle est actuellement chercheuse responsable du projet régulier Fondecyt: «Refugio en Chile y densidad del tránsito. Producción de corporalidades e impacto en la salud de los cuerpos en movilidad» (Refuge au Chili et densité du transit. Production de corporalités et impact sur la santé des corps en mobilité). Ses recherches portent sur l'immigration, les frontières, le racisme, la corporalité, la santé des migrants et le transit transfrontalier irrégulier. Elle est l'auteure de plusieurs articles scientifiques indexés et co-auteure de trois livres: *Letras en movimiento. Recopilación de escritos migrantes en Tarapacá*, avec Roberto Bustamante, résultat du Fonds du livre 2015 du Conseil pour la culture et les arts, publié par la maison d'édition Cinosargo; et *El afán de cruzar las fronteras; Enfoques transdisciplinarios sobre migraciones y movilidad en Sudamérica y Chile*, coédité avec la Dre Marcela Tapia Ladino, et *Violencia en la toma. Segregación residencial, injusticia ambiental y abandono de pobladores inmigrantes en La Pampa, Alto Hospicio*, coédité avec le Dr Carlos Piñones Rivera et publié par Ril editores en 2020.



Carolina Stefoni

Sociologue de la Pontificia Universidad Católica de Chile. Directrice du doctorat en sciences sociales à l'Universidad de Tarapacá. Titulaire d'un master en études culturelles à l'université de Birmingham et d'un doctorat en sociologie à l'université Alberto Hurtado. Professeure titulaire à l'Universidad de Tarapacá, chercheuse associée au Centre d'études sur les conflits sociaux et la cohésion (COES). Consultante d'organisations internationales dans le domaine des migrations pour la CEPALC / CELADE; OIT, OIM, UNESCO et HCR. Elle a publié dans des revues académiques nationales et internationales, des livres et des chapitres de livres sur les études de migration. Ses principaux sujets de recherche sont les politiques migratoires, l'éducation interculturelle, la migration des travailleurs et des femmes. Elle coordonne actuellement le projet « Routes et trajectoires des migrants vénézuéliens en Amérique du Sud. Quand les frontières sont fermées ».



Sius-geng Salinas

Sius-geng Salinas Pérez, psychologue et titulaire d'une maîtrise en relations internationales et études transfrontalières, est actuellement doctorante en sciences sociales à l'Universidad de Tarapacá. Elle a travaillé sur plusieurs projets de recherche en tant qu'assistante, développant son propre intérêt pour la migration et le genre, étudiant la violence de genre dans le trafic de migrants et la migration irrégulière des femmes en l'analysant sous l'angle de la reproduction sociale.



LES PROGRAMMES DE MOBILITÉ DES TRAVAILLEURS DU PACIFIQUE DANS LE CONTEXTE DE LA COVID-19: Le cas de Kiribati

Roi Burnett



Foto | Dr. Rex J. Rowley

A

vec la propagation de la pandémie de COVID-19 au début de 2020, des centaines de travailleurs saisonniers kiribatiens se sont retrouvés bloqués en Australie et en Nouvelle-Zélande et n'ont pas pu rentrer chez eux. Bien qu'ils aient fait preuve de résilience et de persévérance pendant cette période, la situation des travailleurs saisonniers kiribatiens a amplifié les coûts sociaux en vigueur depuis longtemps et les implications sexospécifiques des programmes de mobilité des travailleurs du Pacifique (PLM).

Le Recognised Seasonal Employer Scheme (RSE) en Nouvelle-Zélande, le Seasonal Worker Program (SWP) et le Pacific Labour Scheme (PLS) en Australie sont souvent applaudis pour représenter les meilleures pratiques internationales en matière de programmes de mobilité des travailleurs, en raison des “trois avantages” dont bénéficient toutes les parties concernées. Les pays du Pacifique, comme Kiribati, répondent aux préoccupations en matière de développement social et économique par le biais des transferts de fonds que les travailleurs envoient dans leur pays. Les pays d'accueil comblent les graves pénuries de main-d'œuvre dans leurs secteurs de l'agriculture et de l'horticulture, tandis que les travailleurs eux-mêmes gagnent un revenu supérieur à celui qu'ils auraient pu obtenir dans leur pays d'origine.

Cette rhétorique omniprésente du “triple gain” masque les déséquilibres de pouvoir inhérents aux programmes PLM, ainsi que d'autres implications sociales et sexospécifiques pressantes du travail saisonnier.

Cependant, cette rhétorique omniprésente du “triple gain” masque les déséquilibres de pouvoir inhérents aux programmes PLM, ainsi que d'autres implications sociales et sexospécifiques pressantes du travail saisonnier. Bien que ces programmes soient fortement réglementés, les conditions strictes d'obtention des visas contribuent à la précarité des travailleurs: ils sont liés à un seul employeur, ne peuvent pas faire venir leur famille pendant la durée de leur visa, sont soumis à des règles strictes en matière de déplacement et d'horaires de travail et subissent les variations saisonnières. L'absence de considérations sexospécifiques dans la conception de ces programmes a

également constitué un défi, ce qui fait que le nombre de travailleuses est très faible. Ces caractéristiques ont donné lieu à de nombreuses allégations d'exploitation des travailleurs au fil des ans.

Avec la propagation de la pandémie de COVID-19, des centaines de travailleurs saisonniers kiribatiens ont été bloqués en Australie et en Nouvelle-Zélande en raison de la fermeture des frontières internationales et de la fermeture des villes et des États. Pendant cette période, les travailleurs saisonniers kiribatiens ont été les plus touchés par rapport aux autres travailleurs saisonniers du Pacifique, subissant des réductions plus importantes de leurs heures de travail et de leurs salaires. Ne pouvant accéder à aucune aide sociale publique, les employeurs, les ONG et les groupes communautaires de la diaspora kiribatienne ont apporté un soutien inestimable aux travailleurs kiribatiens pendant cette période.

Ce nouveau visa agricole a fait craindre que les opportunités pour les travailleurs du Pacifique ne soient réduites , tout en créant les conditions d'une exploitation accrue des travailleurs.

Si les réponses des gouvernements néo-zélandais et australien ont permis de répondre aux préoccupations immédiates concernant la légalité du séjour grâce à la prolongation continue des visas, dans l'ensemble, les réponses politiques se sont attachées à satisfaire aux besoins des pays de destination au dépens des travailleurs saisonniers. En Australie, cela s'est traduit par un redémarrage du programme SWP quelques mois seulement après le début de la pandémie, bien avant la mise à disposition d'un vaccin et la réouverture des frontières internationales. Des réformes majeures en Australie ont permis de rationaliser les programmes SWP et PLS existants pour en faire le programme PALM (Pacific Australian Labour Mobility). L'objectif principal de cette réforme était de faciliter l'accès des employeurs aux travailleurs.

Par ailleurs, le gouvernement australien a introduit un nouveau visa agricole, moins réglementé, pour les pays de l'ANASE. Ce nouveau visa agricole a fait craindre que les opportunités pour les travailleurs du Pacifique ne soient réduites , tout en créant les conditions d'une exploitation accrue des travailleurs.



*Cette photographie est sous licence Creative Commons Attribution 2.0 Generic (CC BY 2.0)
Auteur: Département des affaires étrangères et du commerce (DFAT), Australie.*

↑
Malgré les efforts déployés pour rouvrir et élargir les régimes PLM, la situation des travailleurs est largement restée inchangée, voire pire. Des rapports faisant état de mauvaises pratiques en matière d'emploi sont toujours en cours dans les industries australiennes et néo-zélandaises. Cette situation a été renforcée par des chiffres indiquant que 1 181 travailleurs saisonniers ont pris la fuite en Australie en 2021, soit une augmentation substantielle par rapport aux 225 enregistrés l'année précédente. Plutôt que de s'attaquer aux caractéristiques du système PLM qui provoquent la fuite des travailleurs, le gouvernement australien a lancé une campagne qui rejette la responsabilité de la fuite sur les travailleurs eux-mêmes, comme on a pu le voir dans plusieurs médias.

Dans le contexte de la Nouvelle-Zélande, les expériences de six femmes kiribatiennes enceintes ont révélé certains des aspects sexospécifiques du travail saisonnier, longtemps ignorés. Ces femmes, ainsi que quarante-sept autres femmes kiribatiennes, étaient bloquées en Nouvelle-Zélande depuis plus de dix-huit mois au moment de la rédaction du présent rapport. L'expérience de ces femmes enceintes, qui ont maintenant toutes accouché en Nouvelle-Zélande, a été difficile. Dans des circonstances normales, les femmes qui tombent enceintes alors qu'elles travaillent dans le cadre de ces programmes bénéficient d'un soutien pour rentrer chez elles et accoucher. Cependant, avec la COVID-19, cela n'a pas été possible. L'assurance médicale RSE ne couvre pas les frais de grossesse et d'accouchement. Les employeurs et les membres de la diaspora de Kiribati ont donc pris en charge ces coûts et, dans certains cas, ont hébergé les femmes et leurs bébés.

Alors que la pandémie a été présentée comme étant un portail vers une nouvelle normalité (Roy, 2020), cet article, en s'appuyant sur les hypothèses proposées par le cadre analytique du réseau DAWN (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021), soutient que les réponses apportées à la suite de la COVID-19 indiquent que la politique PLM maintient le statu quo car elle n'a pas apporté de changements substantiels en termes d'amélioration du statut de migrant des travailleurs, des droits du travail et des aspects sexospécifiques du travail saisonnier. Cependant, malgré cela, la pandémie a mis en lumière certains aspects positifs qui pourraient inspirer les réponses politiques à l'avenir. Le soutien que les groupes de la diaspora ont continué à apporter aux travailleurs saisonniers tout au long de la pandémie a été inestimable. Cela a permis de repenser à la manière de contribuer au bien-être des kiribatiens et des autres travailleurs saisonniers du Pacifique, les communautés de la diaspora du Pacifique pouvant jouer un rôle plus transformateur à l'avenir. 🌟

Références

Brickenstein, C. (2015) "Impact assessment of seasonal labour migration in Australia and New Zealand: A win-win situation?", *Asian and Pacific migration journal: APMJ*, vol. 24, no. 1, pp. 107-129.

Chattier, P. (2019) 'Beyond development impact: gender and care in the Pacific Seasonal Worker Programme', *Gender and Development*, vol. 27, no. 1, pp. 49-65.

Llavaneras Blanco, M et Cuervo, M. G. (2021). The pandemic as a portal: policy transformations disputing the new normal, DAWN Discussion Paper no. 32, DAWN, Suva (Fidji) [\[online\]](#) (Consulté le 2 novembre 2021).

Petrou, K., Dun, O., Farbotko, C. et Kitara, T. (2021) Pacific Labour Mobility on Pause: Consequences of Temporary Immobility During the Pandemic. In Campbell Y., Connell J. (eds) *COVID in the Islands: A comparative perspective on the Caribbean and the Pacific*. Palgrave Macmillan Springer Singapour. 299-319.

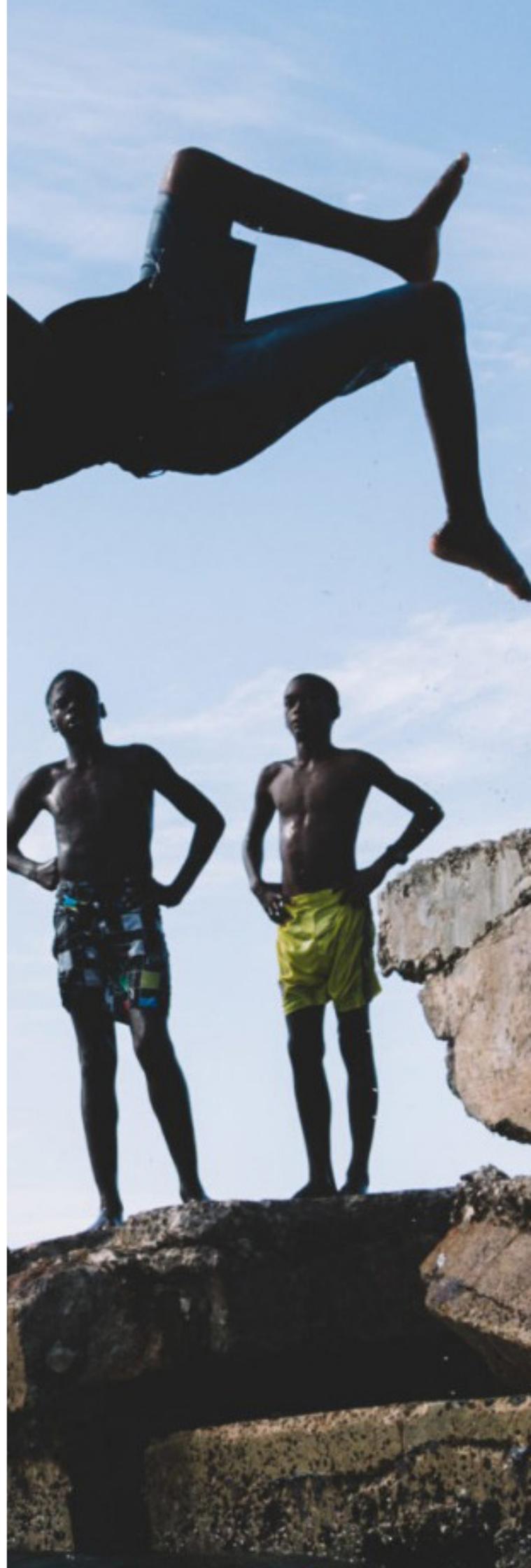
Roy, A. (2020) 'Arundhati Roy: 'the pandemic is a portal'', *Financial Times*, 4 Avril. [\[online\]](#) (consulté le 2 décembre 2021).

Underhill-Sem, Y and Marsters, E. (2017) Labour mobility in the Pacific: a systematic literature review of development impacts, NZIPR. [\[online\]](#) (Consulté le 2 novembre 2021).



Roi Burnett

Roi Burnett est d'origine kiribatienne et européenne. Elle est passionnée par la question de développement et genre dans la région du Pacifique. Après avoir obtenu un BA avec distinction en géographie et politique à l'Université d'Otago, Roi a passé deux ans à faire du bénévolat avec des ONG locales à Tarawa, Kiribati. Influencée par cette période de bénévolat, elle termine actuellement une maîtrise en études du Pacifique à l'université d'Auckland, en étudiant les récits sur l'égalité des sexes, la culture et la colonisation à Kiribati. Elle est une ardente défenseuse de la centralisation des voix des femmes autochtones du Pacifique dans le développement.



**LES POLITIQUES
SOCIALES EN TEMPS
DE COVID-19 À LA
BARBADE: Analyse du
programme “Adoptez
nos familles” et de
l’augmentation du
salaire minimum**

*Dr Daniele Bobb
et Leigh-Ann Worrell*

↑

En 2018, la Barbade a adhéré à un programme du Fonds monétaire international (FMI), opérant dans le cadre du Plan de redressement et de transformation économique de la Barbade (BERT), qui relève du mécanisme élargi de crédit du FMI. Dans les programmes précédents du FMI, les programmes d'ajustement structurel renforçaient et s'appuyaient sur les relations de pouvoir inégales, laissant les femmes seules responsables de leur famille (Antrobus, 2004; Barriteau, 1994). La pandémie de COVID-19 a offert à la Barbade une occasion unique de mettre en œuvre des politiques transformationnelles et progressistes. Notre contribution au projet Policy Transformations porte sur la question centrale de savoir quelles dispositions le gouvernement a-t-il prises dans le cadre des programmes sociaux pendant la période située entre les négociations initiales avec le FMI et la pandémie. Cette question est essentielle pour déterminer si la Barbade a saisi l'opportunité offerte par la pandémie de COVID-19 pour mettre en œuvre des politiques transformationnelles et progressistes. Nous avons accordé une attention particulière au processus de restructuration de la dette de la Barbade depuis le début de la pandémie de COVID-19. L'étude de cas se penche sur deux réponses politiques clés dans un environnement COVID: le programme Adopt Our Families et la décision d'augmenter le salaire minimum.

Le coût de la vie à la Barbade reste le plus élevé des Caraïbes orientales avec un indice de 80,32 (Numbeo, 2019). À la Barbade, seules certaines catégories de travailleurs (vendeurs, domestiques, travailleurs agricoles) ont été couvertes par la législation sur le salaire minimum au fil des ans (Downes, 2008). Le nouveau salaire minimum de la Barbade (4,25 USD par heure) est entré en vigueur le 1er avril 2021 et inclut d'autres catégories de travailleurs. Le programme "Adopt Our Families" a été lancé en avril 2020 pour soutenir les familles les plus durement touchées par la pandémie et fait partie d'un écosystème de politiques sociales destinées à prendre en charge les plus vulnérables. Ces politiques représentent un cas intéressant de la façon dont le gouvernement a tenté de fournir un filet de sécurité sociale aux citoyens de la classe ouvrière. L'étude adopte une approche féministe intersectionnelle pour saisir les multiples relations de pouvoir aux niveaux

macro et micro. Cela nous permet donc d'exposer et de rendre compte des multiples imbrications en matière de classe, de genre, de famille et de économie, et de démontrer comment les idéologies particulières concernant ces marqueurs sont institutionnalisées dans les systèmes et les politiques. En particulier, nous avons évalué les impacts des changements de politique de la Barbade sur les systèmes de soins et les moyens de subsistance pendant la pandémie.



Une analyse de genre permettrait d'aboutir à des réponses politiques plus ciblées et efficaces en matière de justice sociale.

Notre étude a donné lieu à trois conclusions principales. Tout d'abord, l'étude a démontré que le genre n'était pas un élément central dans le développement de la politique/du programme, ce qui a permis l'émergence de questions telles que la portée, l'efficacité, l'efficience et l'accès. À l'avenir, une analyse de genre permettrait d'aboutir à des réponses politiques plus ciblées et efficaces en matière de justice sociale, telles que des garderies pour les mères de la classe ouvrière et l'instauration d'un revenu minimum universel. Deuxièmement, même s'il est trop tôt compte tenu de la courte durée de vie de

ces politiques pour affirmer avec certitude qu'elles sont transformatrices et progressistes, nous constatons à ce stade que malgré l'intention de promouvoir des changements, les initiatives politiques de la Barbade pendant la pandémie ne s'écartent pas de la trajectoire déjà engagée. Les politiques étudiées offraient des gains à court terme au profit de l'économie dans son ensemble, tout en reproduisant les inégalités entre les groupes vulnérables. Ces lacunes peuvent être comblées par le biais d'une analyse de genre de tous les programmes prévus et actuels, car il existe des possibilités de réponses politiques futures véritablement transformatrices, féministes et qui développent la démocratie et la justice sociale.

Enfin, nous avons constaté que les acteurs clés de l'intégration de la dimension de genre, tels que le Bureau des affaires de genre, étaient exclus des discussions politiques pertinentes. Selon l'étude, la meilleure preuve de l'engagement du gouvernement en faveur de l'égalité des sexes serait d'injecter des ressources humaines et financières dans le mécanisme national pour l'égalité des sexes. Pendant des décennies, les personnes chargées d'intégrer la dimension de genre dans l'élaboration des politiques publiques n'ont pas reçu les outils nécessaires pour mener à bien leur travail.

Le dynamisme de la pandémie à la Barbade est également un indicateur instructif du fait que ces politiques, ainsi que d'autres mesures de protection sociale prises par l'État, pourraient être revues, peut-être lorsque le programme actuel du FMI prendra fin en septembre 2022, afin de bien comprendre leurs impacts sur le pays. 🍌

Références

Antrobus, P. (2004). "The Global Women's Movement: Definitions and Local Origins." In *The Global Women's Movement: Origins, Issues and Strategies*. Londres: Zed Books, 2004.

Barriteau, E. V., (1996). Structural Adjustment Policies in the Caribbean: A Feminist Perspective. *NWSA Journal*, pp. 142-156.

Downes, A. (2008). *The Impact of a Minimum Wage Policy on the Economy of Barbados*. Bridgetown: SALISES, The UWI.

Banque interaméricaine de développement, (2020). *The Consequences of COVID-19 on Livelihoods in Barbados; Results of a Telephone Survey*. IDB Policy Brief. [\[pdf\]](#) (consulté le 12 août 2021).

Numbeo, (2019). *Caribbean: Cost of Living Index by Country 2019 Mid-Year*. [\[online\]](#) (consulté le 12 août 2021).



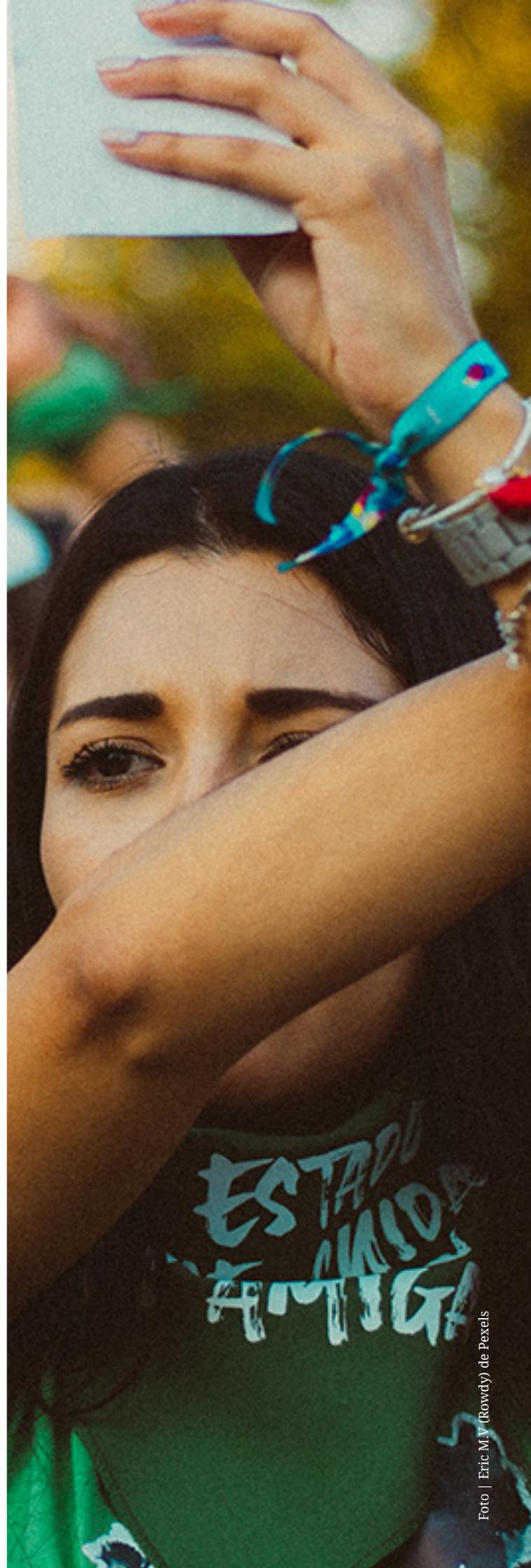
Dr Daniele Bobb

Dr Daniele Bobb est maître de conférences à l'IGDS : NBU, *The University of the West Indies (UWI), Cave Hill*. Ses recherches portent sur le genre et le développement, les politiques sociales, le maternage, les femmes et le travail. Elle a obtenu un BSc. en Psychology with Political Science avec distinction (First Class Honours) et un MPhil en sciences politiques au campus de Cave Hill. Elle participe à de nombreux projets de sensibilisation et de recherche dans les domaines de l'autonomisation des jeunes, de la marginalisation des groupes vulnérables, du genre et des infrastructures, du genre et de la religion, et du genre et de l'éducation. La Dre Bobb se consacre sans relâche à l'équité entre les sexes et à l'amélioration de la qualité de vie pour tous.



Leigh-Ann Worrell

Leigh-Ann Worrell est la coordinatrice de projet à l'Institut d'études sur le genre et le développement : Unité Nita Barrow. En 2016, elle a conclu un master en études féminines et de genre à l'université de Carleton à Ottawa, au Canada. Pendant son séjour, elle a également travaillé en tant que coordinatrice de la sensibilisation aux agressions sexuelles à l'Association des étudiants diplômés de l'Université Carleton. Elle a obtenu sa première maîtrise en politique sociale à l'Université normale de Pékin, en Chine, et son B.A. en média et communication à l'Université des Antilles, à Mona, en Jamaïque. Leigh-Ann a également travaillé comme journaliste pour le journal *Nation* et le journal en ligne de la Barbade, *Barbados Today*.



**LA VOIE VERS
LE SYSTÈME
NATIONAL
DE SOINS EN
ARGENTINE**

*Cecilia Fraga et
Corina Rodríguez Enríquez*

Les avancées les plus récentes dans le processus de développement d'un système national de soins en Argentine ont coïncidé temporairement avec l'urgence sanitaire mondiale liée à la COVID-19. Le système national de soins n'est pas né de la pandémie. Il est plutôt le résultat d'années de travail au sein des universités, de la société civile, du mouvement féministe et des femmes et, et des espaces de politique publique. Cependant, la pandémie a mis en lumière la dimension centrale des soins et a révélé comment l'inégalité est reproduite par une organisation sociale des soins injuste.

En effet, l'organisation sociale des soins en Argentine se caractérise par une importante matrice familiale et féminisée des soins qui est évidente dans l'écart persistant entre les sexes en ce qui concerne le temps consacré au travail domestique et aux soins non rémunérés (Rodríguez Enríquez et al., 2019). Elle se caractérise également par la surreprésentation des femmes parmi les soignants rémunérés, avec des salaires bas et des conditions d'emploi précaires, notamment dans le secteur du travail domestique.

De même, l'accès aux services de soins dans le cadre de l'organisation sociale des soins souffre d'une inégalité socio-économique marquée qui découle d'une offre publique insuffisante (en termes de couverture et de qualité) et d'une offre marchande segmentée en fonction du pouvoir d'achat de la population (ELA y Unicef, 2020).

Les arrangements communautaires sont un facteur clé pour répondre aux besoins de soins des ménages vivant dans des environnements socialement vulnérables.

Les arrangements communautaires sont un facteur clé pour répondre aux besoins de soins des ménages vivant dans des environnements socialement vulnérables. La présence des femmes dans cette forme de prise en charge se manifeste par leur participation à des réseaux impliquant des organisations sociales, des églises et des partis politiques, la fourniture de nourriture, l'éducation et le soutien aux enfants. L'intégration du travail de soins dans l'économie populaire est de plus en plus pertinente.

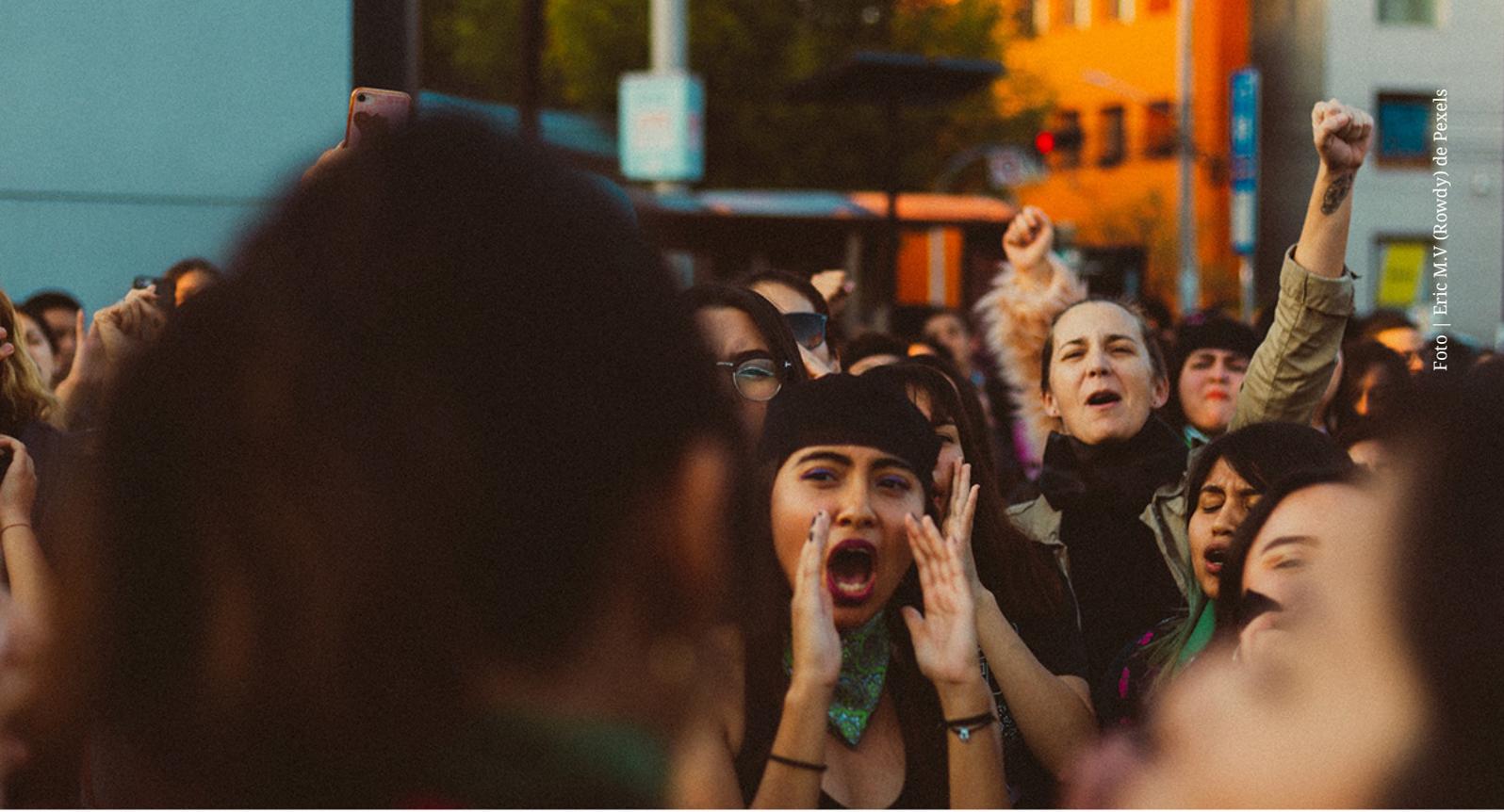


Foto | Eric M.V (Rowdy) de Pexels

↑

Le contexte de la COVID-19 a exacerbé le rôle des arrangements communautaires, accélérant l’agenda des soins. La pandémie a convergé avec le changement de gouvernement au niveau national en décembre 2019 et la création du ministère de la Femme, du Genre et de la Diversité. Ces changements institutionnels font une place importante à l’agenda du genre et créent une opportunité sans précédent pour le féminisme d’entrer dans les institutions publiques. Conformément aux engagements pris par l’Argentine dans le cadre du Programme d’action de Pékin et aux consensus successifs issus des conférences régionales des femmes en Amérique latine et dans les Caraïbes, le ministère a placé les soins au centre de l’agenda public.

La stratégie déployée par le ministère en vue de la création d’un système de soins comprend une série d’actions, telles que: la création du Conseil interministériel des soins; la formation de la carte fédérale des soins; la création de la commission de rédaction d’un projet de loi pour un système de soins complet avec une perspective de genre; et le lancement de la campagne nationale “Prendre soin avec égalité”.

Les Parlements territoriaux de soins (PTC) ont vu le jour dans le cadre de la campagne nationale “Prendre soin avec égalité” Les PTC sont composés d’organisations sociales et d’institutions s’occupant d’enfants, de personnes âgées et de personnes handicapées, des secteurs de la santé et de l’éducation, de réseaux de soins communautaires, d’organisations

féministes, de services gouvernementaux provinciaux et municipaux, de syndicats et d'associations d'entreprises liés aux secteurs des soins, de représentants d'organismes nationaux impliqués dans la question, ainsi que d'universités et de représentants législatifs. Les PTC sont des espaces qui nous permettent de connaître les demandes spécifiques en matière de soins dans une communauté, les conditions dans lesquelles ces demandes existent et les acteurs concernés. Les PTC sont également des lieux où l'on peut comprendre le consensus et les tensions qui peuvent apparaître lorsqu'il s'agit de faire avancer la mise en œuvre ou l'expansion de politiques spécifiques.

En analysant ce processus à la lumière du cadre des transformations politiques (Llavaneras Blanco et Cuervo, 2021), nous avons conclu que le système national de soins possède un potentiel transformateur pour deux raisons principales. Premièrement, le système national de soins reconnaît le rôle des arrangements de soins communautaires dans les PTC, ainsi que la façon dont les communautés peuvent elles-mêmes être un lieu de pratiques de soins transformatrices. Et deuxièmement, les PTC sont un moyen transformateur de jeter les bases d'un changement social impulsé par les politiques publiques. Les PTC sont des espaces qui amplifient la voix de divers acteurs et leur permettent de dialoguer entre eux. Ils constituent une expérience inédite à fort potentiel, même s'ils ne sont pas exempts de tensions et d'erreurs en matière d'inclusion. Leur portée ne deviendra évidente que lorsque le processus aura suffisamment mûri et qu'il sera possible de faire le bilan des questions soulevées en leur sein qui se seront effectivement traduites en des politiques.

À cet égard, l'ordre de genre qui continue de faire des femmes et des corps féminisés les principaux pourvoyeurs de soins est à souligner.

En parallèle, nous avons également observé certaines dépendances de trajectoire qui font obstacle aux transformations potentielles en raison de dynamiques politiques, sociales et culturelles bien ancrées. À cet égard, l'ordre de genre qui continue de faire des femmes et des corps féminisés les principaux pourvoyeurs de soins est à souligner, de même que les

questions liées à la perception sociale des soins comme un droit, et la possibilité de saper la responsabilité de l'État en tant que fournisseur de soins.

De manière générale, l'étude menée en Argentine dans le cadre du projet Policy Transformations invite à une réflexion plus large sur les possibilités et les limites de la production de changements sociétaux dans les pays du Sud et sur l'importance fondamentale du mouvement féministe (dans la rue, dans les universités et au sein du gouvernement) pour susciter des transformations dans la structure sociale existante. 🌟

Références

ELA – UNICEF (2020). *Apuntes para repensar el esquema de licencias de cuidado en Argentina*. Buenos Aires: ELA-UNICEF.

INDEC (2020). "Estudio sobre el impacto de la COVID-19 en los hogares del Gran Buenos Aires. Primer informe de resultados". Buenos Aires: INDEC.

Llavaneras Blanco, M. y Cuervo, M.G (2021) "La pandemia como portal: transformaciones de políticas que disputan la nueva normalidad". *DAWN Discussion Paper*, #32. [\[online\]](#)

Rodríguez Enríquez, C., Marzonetto, G. and Alonso, V. (2019) "Organización social del cuidado en la Argentina. Brechas persistentes e impacto de las recientes reformas económicas". *Estudios del Trabajo*, No 58, pp. 1-31.

Sanchís, N. (2020) (compil.). *El cuidado comunitario en tiempos de pandemia...y más allá*. Asociación LolaMora, Red de Género y Comercio. Investigación y Capacitación para la Acción, C.A.B.A.



Cecilia Fraga

Cecilia Fraga est Sociologue (Université de Buenos Aires), titulaire d'une maîtrise en études de genre et d'un doctorat en sciences sociales (El Colegio de México). Boursière postdoctorale du Conicet au Centre interdisciplinaire pour l'étude des politiques publiques (CIEPP) et chargée de cours en méthodologie de la recherche sociale à l'Université métropolitaine pour l'éducation et le travail (UMET), Argentine.



Corina Rodríguez Enríquez

Corina Rodríguez Enríquez est Économiste et docteure en sciences sociales. Chercheuse indépendante du Conicet, basée au Centre interdisciplinaire pour l'étude des politiques publiques (CIEPP) en Argentine. Co-directrice du doctorat en économie politique à l'école IDAES de l'Universidad Nacional de San Martín. Membre du comité exécutif de Femmes pour un développement alternatif pour une nouvelle ère (DAWN).

PUBLIÉ JUILLET 2022

ÉQUIPE D'ÉDITION

María Graciela Cuervo
Masaya Llavaneras Blanco
Yálani Zamora
Damien Gock
Sharan Sindhu
Sohel Sarkar (Correction de style)

COMITÉ EXÉCUTIF DE DAWN

Cai Yiping
Claire Slatter
Corina Rodríguez Enríquez
Florencia Partenio
Gita Sen
(Co-Coordinatrice générale)
Kumudini Samuel
María Graciela Cuervo
(Co-Coordinatrice générale)
Masaya Llavaneras Blanco
Vanita Mukherjee

MEMBRES DU CONSEIL

Fatou Sow
Lydia Alpízar Durán
Kamala Chandrakirana
Sandra Tarte
Sonia Corrêa
Tara Chetty
Vivienne Taylor **(Président du Conseil)**

SECRÉTARIAT DE DAWN

Administrateur

Sharan Sindhu

Responsable des Finances

Nailagovesi Vakatalai

Responsable de la Communication

Ricardo D'Aguiar

Chargé de Recherche

Sala Weleilakeba

Responsable Junior des Finances

Simran Singh

Responsable de la Communication en Ligne

Tasmy Gómez

Associée de la Communication en Ligne

Deborah Athila

Assistante de Direction Communication

Giulia Rodrigues

Administrateur / Chargé de programme

Karti Kumar

Assistant Administratif et Financier

Ana Rakacikaci

Designer Graphique

Marla Rabelo

Designer Graphique Junior

Raquel Cappelletto

Téléchargez ici les
numéros précédents
de DAWN Informe.



DAWN Informe

©2022 par DAWN sous une licence Creative
Commons Attribution-NonCommercial-
NoDerivatives 4.0 International. (CC BY-NC-ND 4.0)

REJOIGNEZ-NOUS EN LIGNE



Pensez à l'environnement: 
n'imprimez pas ce document si vous pouvez l'éviter.



Secrétariat, JP Bayly Trust Building,
Niveau 2, 193 Rodwell Road, Suva, Fiji.



ALTERNATIVES DE DÉVELOPPEMENT AVEC
LES FEMMES POUR UNE NOUVELLE ÈRE